

BESOIN ET DÉSIR DE RÉVOLUTION





L'ORGANISATION SOCIALISTE LIBERTAIRE

L'OSL vise à mener un débat théorique et politique pour élaborer et mettre en pratique une stratégie libertaire dans la lutte des classes et dans l'ensemble des luttes sociales anti-capitalistes et anti-autoritaires.

L'OSL se réclame de la tradition des organisations et de l'ensemble des expériences libertaires liées aux luttes du prolétariat pour son émancipation.

L'OSL se bat pour une société autonome, c'est-à-dire une société socialiste et libertaire, autogérée, sans bureaucratie étatique ni pouvoir séparé d'aucune sorte.

L'OSL cherche à promouvoir et à appuyer toutes les pratiques, les luttes et les objectifs qui intègrent la dynamique de l'auto-organisation, de l'action directe et de l'autonomie du prolétariat et de l'ensemble des sujets sociaux porteurs de combats anti-capitalistes, anti-sexistes et anti-autoritaires.

Vous trouverez sur www.rebellion-osl.ch, les différents manifestes et textes politiques fondateurs de notre organisations.

remplir sur www.rebellion-osl.ch

**S'ABONNER
À REBELLION
ET SOUTENIR
L'ORGANISATION
SOCIALISTE LIBERTAIRE**



PRÉGAIRE (30.-/AN) NORMAL (50.-/AN) SOUTIEN (...../AN)

NOM : **PRÉNOM :**

ADRESSE : **NPA/LOCALITÉ :**

E-MAIL : **TÉLÉPHONE :**

DATE : **SIGNATURE :**

envoyer à Rebellion / OSL, Place chauderon 5, 1004 Lausanne

EDITO

Seize ans séparent ces trois textes. Le dernier fut écrit en 2011. Les deux premiers au printemps 1995.

Leurs trois titres : « Entre stratégie et utopie », « De l'anarchisme à la gauche libertaire », et enfin, « Questions à l'incertitude » disent à la fois un cheminement têtue entrepris et poursuivi dans un environnement politique instable, changeant, plein d'innovation et donc de questions nouvelles qu'il a fallu poser et parfois résoudre pour poursuivre simplement la lutte.

Utopie, stratégie, révolution et donc volonté de construire une politique de libération capable de contribuer à la mise en mouvement des majorités sociales, ces textes reviennent sans cesse sur ce travail.

La lecture du passé et sa mise en valeur, ne sont pas là dans une simple entreprise de remémoration, au demeurant indispensable. Elles soutiennent l'ambition d'inscrire dans l'histoire une intervention politique, de refuser une existence qui ne serait que témoignage ou nostalgie.

Dans ces trois textes court tout autant l'idée que l'anarchisme social refuse de se laisser réduire à l'îlot, à l'interstice, au paroxystique. Il revendique, aussi modeste soient ses forces, la capacité théorique et pratique d'affronter la médiation, l'accumulation de forces, la longue marche et enfin la création qu'implique une période historique nouvelle, marquée par la force, l'inventivité et la diffusion des résistances.

L'histoire longue du mouvement des luttes, son avancée dans la crise systémique, les possibilités nouvelles, tout cela exige un anarchisme de la vie, un pari sur la totalité ouverte des luttes, une certaine ambition, la conviction qu'il y a choix et devoir de choisir.

À leur manière, ces trois textes témoignent du besoin et du désir de révolution, d'une volonté de cohérence entre l'entreprise politique et ce désir, d'un besoin de s'ouvrir au monde pour en parier les possibles.

Une manière d'hommage et de reconnaissance à celui qui fut le plus-bel artiste de nos créations partisans, Nestor Makhno.

“Lorsqu'il se développe, l'anarchisme ne connaît pas de limites. Il ne connaît pas de rives où il pourrait s'échouer et se fixer. Tout comme la vie humaine, il ne possède pas de formules définitives pour ses aspirations et objectifs.”

Il s'agit d'avancer.

ENTRE STRATÉGIE ET UTOPIE

1. LES ALTERNATIVES ORGANISATIONNELLES, ENTRE L'IDÉOLOGIE ET LA STRATÉGIE

Le mouvement libertaire a une vieille et classique tradition de débat en matière organisationnelle. Cette permanence historique d'un problème toujours posé et jamais résolu n'indique pas seulement qu'il y a changement dans la conjoncture historique des luttes où nous sommes appelés à intervenir, mais aussi qu'il demeure un noyau problématique qui transcende la question formellement posée de l'organisation, qu'il atteigne d'autres dimensions, celle du politique et celle du stratégique. Le problème des alternatives organisationnelles ne peut donc être ramenée à un simple bilan historique ni traité sur la base de catégories et de normes spécifiques. Parler d'organisation c'est immédiatement parler de politique et de stratégie. Nous entrons ici dans une tension qui définit, et détermine dans une certaine mesure, non seulement la formulation de la question, mais encore le lieu d'où elle est posée et le point de vue qui préside à sa formulation. Quelle est cette question ? Le mouvement libertaire a toujours eu une volonté d'adéquation entre les moyens et les fins. Il faut y reconnaître une triple volonté, politique, pédagogique et éthique. Nous posons l'organisation comme une collectivité qui doit préfigurer la société à venir. Mais, parallèlement, l'organisation est aussi un instrument de lutte, un outil de la transformation révolutionnaire. Tout le pari tient à notre capacité de bâtir un instrument organisationnel qui fonctionne selon des normes de liberté et d'autonomie, mais qui soit en même temps supérieur dans son efficacité (c.à.d. dans sa stratégie et dans ses formes d'intervention) à ce que la société instituée peut nous opposer. En d'autres termes, l'organisation libertaire se construit en tension sur deux dimensions :

1. *celle d'une utopie concrète au sens de Bloch, c.à.d. comme élaboration d'un projet qui, interprétant les possibilités globales d'une période historique donnée (et nous intégrons dans ces possibilités globales la possibilité de la con-*

science), fait émerger la critique radicale de ce qui est;

2. *celle d'une stratégie que nous définirons comme la combinaison rationnelle d'une organisation et d'une orientation de la totalité des forces mobilisables dans un certain nombre d'entités sociales agissant dans un espace structuré par des conflits à caractère antagonique. Au moment où la tension entre ces deux dimensions se perd, l'activité utopique concrète se dégrade en formalisme idéologique et la dimension stratégique se transforme en proclamation rituelle de type dogmatique.*

Il est intéressant de constater que la fétichisation de la question organisationnelle correspond aux moments dans lesquels le mouvement libertaire perd de sa capacité d'intervention dans la société. Il y a interaction entre cette perte de capacité et le mouvement de fétichisation, l'un nourrissant l'autre et réciproquement jusqu'à l'impuissance. L'incapacité de rendre compte du social-historique, l'impuissance à s'y inscrire comme une force effective affecte le mouvement libertaire, de manière certes différenciée, depuis la seconde moitié des années 20', et plus fondamentalement depuis les années 1945. Il semble que se soit progressivement généralisée, à la faveur de conjonctures historiques extraordinairement difficiles, une incapacité à saisir le destin final de toute structure d'organisation. Tout le fondamental ne se joue dans la formalisation et dans la codification d'un fonctionnement. En dernière instance, tout dépend de l'activité autonome, de l'auto-mobilisation des militants, de la capacité collective à faire vivre la tension entre l'instrument organisationnel et la formation social-historique dans laquelle il intervient. Il existe des formules d'organisation qui rendent possibles l'activité révolutionnaire, autonome et libre. Mais il n'existe aucune alternative organisationnelle qui garantisse par elle-même ce type d'activité. Toute intervention doit avoir, et dans les faits possède, des buts et une orientation, même s'il faut parfois en décoder la signification réelle. En résumé, aucune organisation ne mérite de vivre pour

elle-même, aucune organisation ne peut préfigurer de manière endogène la société à venir. Toute organisation révolutionnaire est dans le déchirement et dans le risque. Elle est stratégie ou elle n'est pas, elle est tension entre sa dimension critico-utopique et sa dimension d'intervention-médiation. Il faut savoir si nous voulons ou si nous ne voulons pas être révolutionnaires.

2. LIEU ET CONDITIONS DE PRODUCTION D'UN DISCOURS.

Tout discours doit reconnaître le lieu d'où il est émis et le point de vue qui le fonde. Nous parlons depuis certaines positions, dans des circonstances déterminées, dans la référence à une praxis (dont relève et où s'inscrit une pratique théorique). Ce que nous disons, nous l'affirmons à partir de quatre éléments centraux d'argumentation:

- a. *Il y a dans les sociétés d'exploitation permanence d'une dimension antagoniste, d'une lutte et d'une contestation;*
- b. *Cet antagonisme, ces luttes, cette contestation doivent faire l'objet d'un processus théorique de décodage et d'interprétation; leur sens n'est pas immédiatement donné, leur signification n'est pas immédiate;*
- c. *Il y a une instance d'élaboration théorique, en tension avec les luttes, mais, et simultanément en autonomie relative par rapport à elles, qui travaille cet antagonisme dans le cadre plus général de l'analyse de la société instituée; cette élaboration théorique ne relève pas de la détermination mais d'une conception ouverte de l'histoire cependant elle ne se fait pas simplement ex-post mais se veut prospective et projectuelle, dans un processus d'adaptation aux variations et aux phases de la lutte, tout en sachant que l'antagonisme est producteur de nouveautés radicales dans la confrontation qui ne peuvent relever d'aucun schéma théorique a priori;*
- d. *Il y a un projet et une volonté critico-utopique, politique et stratégique de l'instance organisationnelle qui produit cette interprétation, construit cette élaboration théorique et intervient dans la lutte sociale.*

Tout ceci implique que la praxis d'une organisation révolutionnaire se situe dans le champ de l'antagonisme, qu'elle est partie intégrante des luttes qui le configurent, mais qu'elle ne se réduit pas à une addition de luttes et de pratiques. La collectivité révolutionnaire prétend affronter le problème de la totalité sociale sur la base d'une orientation stratégique. Notre problème n'est pas de savoir si elle est seule apte à le faire et si, à un moment donné, l'auto-activité des masses, ou la spontanéité, ou le brusque et puissant réveil des exploités, ne le fera pas mieux qu'elle. Nous ne pouvons rendre compte que de notre propre pratique. Celle-ci, nous la voulons en tension avec la praxis antagoniste produite par les exploités et les dominés. Nous nous nourrissons de cet antagonisme, nous en sommes partie prenante, mais en même temps nous lui apportons une proposition politique qui le systématise, qui prétend à la projectualité et à la formalisation des possibilités effectives et des potentialités latentes dont les luttes constituent la matrice. Nous sommes prêts, comme collectif organisé, à explorer ou à ouvrir certaines voies à la praxis antagoniste. Nous sommes nous-mêmes facteurs d'une création radicale.

3. LA CENTRATITÉ PROLÉTARIENNE

Le changement social n'a jamais été et ne sera jamais affaire des seules organisations, aussi révolutionnaires qu'elles soient. La tension antagoniste traverse les formations sociales, elle sollicite les organisations et les organisations la sollicitent à leur tour. Pour nous, militants libertaires, l'histoire de l'humanité est, pour sa plus longue période, une histoire de la domination. Il y a un moment (dont les raisons ne nous sont pas totalement connues) où la société se divise d'avec elle-même et où l'homme ne peut plus se penser dans sa totalité humaine. L'aliénation sociale a une source politique dans la constitution d'un pouvoir séparé de la société. Ceci implique, du moins partiellement, que l'homme devient étranger à lui-même et aux autres hommes. Mais, nous faisons en même temps l'hypothèse que l'histoire est un produit de la création humaine, qu'elle est tension entre les déterminations inhérentes à l'institution sociale et l'autoactivité des hommes. Les déterminations inhérentes au social institué ne peuvent rendre compte complètement du changement historique. Il y a excès d'effet sur les causes, ou si l'on préfère liberté. Dans l'histoire des sociétés occidentales, il y a un certain nombre de moments où l'indétermination partielle de l'histoire peut être pensée. Là où cette possibilité se manifeste, c'est là aussi où le pouvoir se concentre.

Disons schématiquement qu'à partir des révolutions démocratiques et de la révolution industrielle, de l'hégémonie du capital et de la naissance du prolétariat, la contradiction entre détermination et liberté se manifeste avec clarté dans l'histoire des hommes. La démocratie politique est certes liée à un certain nombre de présupposés déterministes (nature humaine, progrès, évolution, etc.), mais ce qui nous importe c'est que cette ouverture est également porteuse de l'idée de l'autoinstitution de la société, de la légitimité démocratique de l'organisation sociale. Or, ce changement fondamental se brise sur l'exclusion radicale d'une classe, le prolétariat. L'existence prolétarienne est la source d'un message hétéronomique nouveau. La condition prolétarienne est déterminée par la domination, l'exploitation et l'aliénation. Et là se manifeste une contradiction centrale: les sociétés démocratiques prétendent réaliser l'émancipation de l'homme et le capitalisme réalise l'exploitation du prolétariat. La société perd sens et cohérence, elle tombe dans la schizophrénie. Cette contradiction est indépassable. Les affirmations sur l'intégration du prolétariat sont fondamentalement fausses. Le capitalisme doit être fondamentalement analysé dans ses dimensions de contrainte et de violence, de domination. La mobilisation productive et l'exploitation dérivent de ces paramètres fondamentaux. Le commandement capitaliste préexiste à la loi de la valeur. Le travail est antérieur à l'extraction de la plus-value. La mobilisation productive de type capitaliste traduit la domestication d'une subjectivité antagoniste. Ce processus de domestication est pourtant inachevé et inachevable. C'est précisément parce que le prolétariat est défini comme objet de l'exploitation et de la domination, de l'aliénation et du contrôle que simultanément il se pose comme subjectivité antagoniste, comme lutte contre l'aliénation et la domination, comme revendication de cohérence dans l'institution sociale.

La centralité prolétarienne est toute entière dans l'acte inaugural de lutte dont cette classe est porteuse. C'est parce qu'il y a un conflit irréductible dans la société et que le prolétariat a ouvert ce conflit qu'il conserve un avantage décisif sur le terrain du rapport de forces, de la représentation et du symbole. Peut-être vaut-il la peine de développer ces premières hypothèses. Il est dans la nature même de la société capitaliste que se donne une domination de l'instance économique, et ce non seulement à un niveau matériel (ce qui est le cas de toutes les sociétés) mais aussi au niveau de la signification social-historique qui fait de l'univers productif et de ses protagonistes des acteurs centraux.

Cependant, cette hégémonie de l'instance économique, cette orientation de l'activité sociale dominée par la signification économique, ne peut dissimuler qu'il y a une production sociale globale. Il y a production de biens, d'êtres humains, d'idéologies, de symboles et de représentations, d'organisation sociale. La matérialité concrète et symbolique de l'économique définit un champ de lutte et donne une importance particulière à ses acteurs. Il existe un travail permanent du capital en tant que relation sociale (ou du pouvoir si l'on veut) pour se soumettre la force de travail. Ceci ne correspond pas à la simple diffusion d'un mode de production déterminé. Cela traduit un projet de domination totale-réelle, une volonté de pouvoir sur la production de la formation sociale, une tentative de commandement sur tous les aspects de la vie. La domination capitaliste réactualise dans la modernité des techniques et des formes de commandement historiquement antérieures. Mais c'est parce que sa matérialité concrète et sa signification dominante se donnent dans l'économie, qu'elle institue la production (que nous appellerons désormais l'usine générique) comme lieu central du conflit qui traverse le moment le plus moderne de la société. L'histoire du capital est celle de la diffusion de son commandement jusqu'au moment où l'aliénation tente de se construire comme dispositif concret et total. La tension qui habite le processus capitaliste de domination se définit comme tentative de pouvoir sur les consciences, comme production directe de conscience-besoins-idéologie et consommation. Tendantiellement, la production des formes de conscience n'est pas distincte de la production de commandement ou de marchandises. Les formes pré-capitalistes de commandement étatique constituent la matrice du pouvoir capitaliste de commandement incarné dans la forme usine. L'usine générique est donc à la fois un lieu de production, le centre d'un mode dominant de production, mais aussi le lieu d'un rapport social de commandement où les mouvements du prolétariat se donnent immédiatement sous une forme politique, c.à.d. comme lutte contre le commandement capitaliste. Le mouvement historique du capital comme matérialité et signification dominante de l'institution sociale définit une extension à la société toute entière des relations sociales propres à l'usine. En ce sens, le développement technico-scientifique doit être considéré dans son rapport à la production comme développement, diffusion et approfondissement du commandement capitaliste. Le lien entre innovation technologique et éléments politico-organisationnels dans l'usine se diffusant comme soumission de l'ensemble de la vie sociale au pouvoir capitaliste de commandement met à mort la société civile et la

transforme en fabrique sociale. Pour nous, le capitalisme se présente comme un ensemble d'appareils de commandement, garantis les uns et les autres par la capacité de l'État à assurer une domination sur l'ensemble de la société. L'aire capitaliste de commandement a dans l'État sa matrice et son instance ultime.

4. DE L'ALIÉNATION

Nous avons mis la domination à la source de l'aliénation. Il s'agit là d'un fait incontournable. Les dominés intériorisent la domination. La contrainte, avant que d'être matériel, est de l'ordre du pouvoir symbolique. Antagonisme et aliénation définissent contradictoirement la nature du prolétariat. Entre les pratiques du dominé qui correspondent à sa situation et celles qui lui sont imposées par les institutions et la socialisation de l'ordre dominant, il y a un déchirement permanent qui ne traverse pas seulement la classe, mais aussi la tête et le cœur des individus qui la composent. L'aliénation peut être définie comme intériorisation par les dominés de pratiques et d'orientations, de comportements, de désirs et de référents déterminés par la classe dominante et masquant le rapport de domination. L'aliénation est d'abord la négation de la domination ou la complicité avec celle-ci. Les dominés tendent alors à participer à l'institution sociale par les médiations et les voies compatibles avec le pouvoir établi. Le prolétariat se trouve toujours partagé entre l'antagonisme et cette participation dépendante. Il se trouve toujours confronté au problème d'avoir à définir comme séparée sa situation sociale et culturelle, alors que le pouvoir tente toujours de définir un champ commun à tous les groupes sociaux, définissable sans recours à la problématique de la domination. L'aliénation définit une explosion des conduites, des référents, des pratiques parmi les dominés. Elle remplace le conflit social, ou du moins la conscience de la possibilité de celui-ci, par la division au sein même du champ des dominés. La société apparaît comme dominée par un corps complexe de valeurs et de déterminations dont la classe dominante ne fait qu'assurer la gestion. Le pouvoir et les rapports de classe n'ont plus de place dans une telle représentation de la société.

Au contraire, le champ de l'aliénation tend à définir une base matérielle et concrète à la division des dominés, dans la mesure même où la conscience aliénée affronte en une multitude d'échéances la volonté antagoniste. Ainsi, l'aliénation n'est-elle qu'une des figures de la domination. Mais tout comme

celle-ci, elle ne peut jamais atteindre à sa réalisation complète, à l'intégration totale des dominés dans le projet de la classe dominante.

5. LE PROLÉTARIAT COMME ANTAGONISME

Pour parler du prolétariat, nous devons d'abord différencier ses formes d'existence et de confrontation d'avec les expressions organisationnelles qui lui sont attribuées. Comme classe sociale, le prolétariat se différencie en figures exprimant une composition produite historiquement, en termes techniques, politiques, culturels, générationnels, raciaux ou sexuels. Sur le plan de l'antagonisme, il s'agit toujours de retrouver les figures et les comportements porteurs de la confrontation. Il faut établir l'histoire et l'analyse sociale du prolétariat en travaillant sur ses rapports de lutte avec le pouvoir du capital. Ce que la permanence de l'affrontement, ce que la révolution ou la crise révolutionnaire manifestent dans l'histoire, ce sont les plus hauts points d'une tension, d'une pratique à la fois anti-systémique, déstabilisatrice et mobilisatrice. Peu nous importe en ce moment que la praxis antagoniste détermine ou ne détermine pas des expressions organisationnelles permanentes. Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est qu'elle est, et confrontée à une répression capitaliste diversifiée et en transformation permanente: violence de l'intégration au salariat de groupes sociaux nouveaux, violence technologique des nouveaux secteurs et des nouvelles lignes de production, violence physique de l'encadrement ou de l'État violence quotidienne et banalisée de l'organisation du travail et de la vie. L'antagonisme est à la fois producteur et produit de cette violence.

Cependant, la lutte est aussi réelle que la résignation, l'antagonisme aussi présent que l'aliénation. Historiquement, la dynamique de l'antagonisme est ouverte et plurielle. Elle correspond à des processus d'une matérialité discontinue.

Elle nous rappelle simplement qu'il y a sans cesse des créations nouvelles, que la société n'est pas produite sans ruptures, que le prolétariat n'est pas un sujet préexistant à ses luttes, mais qu'il est un sujet-procès qui tend à se situer parfois dans la séparation.

C'est cette tension que nous nommons "autovalorisation ouvrière", elle s'oppose à la valorisation du capital (économique et politique) et détermine la transformation permanente dans l'organisation des

forces productives, le déclassement et le reclassement, la déqualification et la requalification, la mobilité des sujets du procès de production sociale.

Nous ne parlons pas simplement d'une structure de la force de travail, d'une certaine composition technique déterminée par le mouvement du développement capitaliste, nous mettons en jeu une sédimentation d'expériences de luttes ouvertes ou souterraines, explicitement organisées ou informelles, d'une composition politique. Nous devons déterminer ici les causes pour lesquelles l'antagonisme ne se développe pas en stratégie révolutionnaire. Nous devons tenter de comprendre quels sont les obstacles qui s'opposent à sa généralisation. Cela implique que nous revenions sur le problème de l'aliénation et plus largement sur celui de l'institution sociale capitaliste. Nous avons précisé que la société capitaliste s'affirme historiquement comme société ouverte. Naturellement, il s'agit là d'une mystification, d'une convention idéologique, qui trouve cependant une certaine correspondance dans la réalité. Cette correspondance s'effectue à travers trois éléments:

- a. *La mobilité par laquelle la société capitaliste casse les formalisations archaïques de la hiérarchie sociale;*
- b. *La stratégie des proportions par laquelle elle assure un dispositif concret et matériel à l'aliénation, en divisant le camp des dominés;*
- c. *La production des différences par laquelle elle garantit la régulation sociale structurée par la stratégie des proportions.*

Ces trois éléments sont manifestes dès les premiers pas du mode de production capitaliste. Il est inutile de s'étendre sur la puissance d'illusion liée à la mobilité sociale. Par contre, la stratégie des proportions entre les quantités de consensus et de violence, d'intégration et d'exclusion, nécessaires et adéquates au développement capitaliste, mérite quelques développements.

C'est avec ce qu'on a appelé le welfare state que cette stratégie a atteint la plénitude de ses possibilités opératoires. Le modèle politico-économique de type keynésien suppose la réalisation d'une constitution matérielle du prolétariat en termes de division entre sujets du consensus et objets de la violence. L'impératif du capital se définit comme capacité de contrôle sur les mouvements du prolétariat. Dans

certaines limites, les luttes de classe sont prise en compte et deviennent des données obligatoires dans la régulation du système. Le welfare state intègre de manière contractuelle ou institutionnelle un certain nombre de représentations d'intérêts prolétariens, en les adaptant aux proportions quantitatives et qualitatives nécessaires ou compatibles à la reproduction élargie du capital. Mais cette dimension n'existe que par une seconde, celle de la répression s'exerçant contre toutes les demandes non-intégrables, à un moment historique donné, à ce même développement.

Dès la seconde moitié du 19ème siècle, l'organisation capitaliste de la société configure clairement une stratégie de division du prolétariat, non seulement à partir de variables comme la qualification ou le salaire, mais aussi par l'allocation de pouvoir matériel et symbolique à un certain nombre de figures de classe. Pour situer le dispositif concret et matériel de l'aliénation, la condition ouvrière sur le lieu de travail est insuffisante. Pour comprendre les choix politiques et les comportements du prolétariat, il faut étendre l'analyse à l'ensemble du système de relations sociales. Les variables familiales-sexuelles, générationnelles, nationales ou raciales sont essentielles. Tout se passe comme si, en même temps que se développe une politique assurant la survie du prolétariat sur le plan physiologique, le capital construit une politique de différenciation interne assurant la contractualisation et la légalisation de certains intérêts ouvriers.

Nous faisons l'hypothèse que cette construction capitaliste du prolétariat se définit comme production de différences et allocation de pouvoir matériel et symbolique à certaines de ses figures. Ceci suppose la désignation d'un certain nombre de comportements, de pratiques, de revendications et de référents comme "légitimes" et compatibles avec la reproduction élargie du système. A l'opposé, il y a une somme de désirs, de référents, de pratiques qui opèrent dans le champ de la transgression, qui sont l'objet de la censure et de la répression. La crise de l'organisation du travail taylorienne-fordiste a permis de mettre en lumière une des pratiques antagoniste décelée par la sociologie industrielle américaine et amplement analysée par le groupe "Socialisme ou Barbarie". Il s'agit de la contre-gestion ouvrière qui traverse l'essence même du travail dans l'usine capitaliste comme conflit permanent entre le collectif ouvrier auto-organisé d'un côté, et le plan de production et d'organisation imposé par l'entreprise de l'autre. Mais, l'ensemble des pratiques antagonistes dont relève la contre-gestion n'est pas

et ne peut pas être reconnu. Les auto-réductions, l'absentéisme, le sabotage, la grève sauvage constituent la base des luttes ouvrières ouvertes. Ils en constituent le socle, le noyau dur de l'antagonisme. Il importe enfin de souligner que ni l'aliénation ni la stratégie des proportions et de différenciation ne garantit au capital le contrôle sur les figures prolétariennes qu'il vise à intégrer. La contradiction fondamentale posée par la domination fait que l'antagonisme peut, à certains moments et sous certaines conditions, produire non seulement une forme organisationnelle permanente mais aussi une construction politique et stratégique, culturelle et référentielle capable d'unifier la majorité du prolétariat autour des figures porteuses de la confrontation.

En d'autres termes, il n'y a pas de correspondance mécanique entre les divisions opérées par la stratégie des proportions, entre figures visées par l'intégration et figures visées par la répression, et l'articulation des divers cycles de lutte. Ce serait tomber dans le misérabilisme que de penser que les secteurs les plus exploités sont, de ce seul fait, les plus combattifs. Les contradictions entre prolétariat et capital répondent au moins autant à la composition technique qu'à la composition politico-culturelle. Les limites mêmes de tout projet d'intégration capitaliste font que les contradictions peuvent provenir d'un rapport de force favorable, de l'affirmation de besoins, de pratiques ou de revendications non-reconductibles à la reproduction élargie du capital du point de vue technique et politique.

Il s'agit de partir de cette contradiction fondamentale pour analyser les points possibles de rupture. Généralement, dans les conjonctures historiques centrales, nous voyons se produire un processus de diffusion de la lutte et de l'antagonisme où jouent en interaction des figures que le capital tente d'intégrer, et qui lui échappent, et des secteurs qui ne font pas l'objet d'une stratégie de consensus. Nous nommons alliage cette qualité d'unité partielle de classe et nous nommons fusion l'aboutissement d'une catalyse organisationnelle par laquelle cet alliage se donne une structure permanente et une démarche stratégique.

Cela suppose une distance entre la "conscience immédiate" et la "conscience possible" des figures de classe qui entrent en lutte. La catalyse organisationnelle vient formaliser la conscience d'une possibilité. Dans la tension entre l'action et le champ des possibles qu'elle ouvre d'un part, dans la représentation systématique du possible que la praxis fait surgir,

nous trouvons la racine de la conscience de classe. La systématisation du possible se définit alors comme un mouvement unitaire en tension entre l'élaboration stratégique et la formulation d'une utopie concrète.

Les luttes tendent donc à provoquer un état de fusion des positions, des représentations, des référents et des pratiques des figures prolétariennes en jeu. L'intervention de l'organisation révolutionnaire n'est pas ici le produit d'une construction pseudo-scientifique importée depuis le dehors de la pratique de classe et seule susceptible de lui "faire agir" une hypothétique mission historique. Elle est un effort pour décrypter les conditions de la "reconnaissance" de la proposition et de l'intervention stratégiques radicales. Le statut de l'intervention révolutionnaire correspond à une systématisation stratégique et utopique-concrète de la praxis de lutte. Elle suppose une homologie entre cette intervention et la praxis des secteurs en lutte. Elle définit le mouvement d'une composition politique nouvelle.

Nous ne voulons pas entrer ici dans une analyse exhaustive des rapports entre mouvement prolétarien et mouvements sociaux. Qu'il nous suffise de préciser que l'activité du prolétariat inaugure dans l'histoire une exigence d'émancipation humaine dans l'espace de laquelle peuvent s'inscrire des problématiques nouvelles ou des combats contre des oppressions structurées dans le temps long de l'histoire. Notamment pour la question centrale de l'écologie, c'est la domination du capital et ses significations centrales imaginaires-sociales qui définissent historiquement le viol des équilibres naturels fondamentaux. Ce n'est donc que sur une base anticapitaliste qu'une lutte écologique cohérente peut se construire. Ce n'est que dans le projet d'une société auto-gouvernée qu'elle peut aboutir. Sur la question tout aussi fondamentale de la libération de la femme, il est évident que la domination capitaliste reprend en tant que système l'oppression de la femme pour en faire un élément de sa stratégie d'allocation de pouvoir. C'est parce que le prolétariat attaque la domination à sa racine même que la lutte des femmes s'intègre dans un espace social où la contestation est possible.

Il n'y a pas pour nous de fronts principaux et de fronts secondaires. La centralisé prolétarienne désigne l'affrontement dans son épaisseur historique et dans sa dimension inaugurale. L'histoire est création. Elle s'enrichira, elle s'enrichit déjà de toutes les luttes sociales. Mais il faut savoir aussi que dans les mouvements sociaux comme dans la lutte prolétari-

enne, le conflit entre autonomie et aliénation, entre auto-activité et bureaucratisation, se déploie.

6. QUELQUES QUESTIONS SUR LE PROBLÈME DE LA BUREAUCRATIE

La question de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier est inséparable de la réalité contradictoire du prolétariat dans la société capitaliste. Nous l'avons analysée. La bureaucratisation du mouvement ouvrier ne fait qu'exprimer la reproduction en son sein des rapports sociaux capitalistes fondamentaux: aliénation et participation dépendante, délégation, division entre dirigeants et exécutants. Cette reproduction concerne aussi bien les organisations que les rapports que celle-ci entretiennent avec la classe. Les organisations bureaucratiques sont produit et producteur de la formation sociale capitaliste.

Historiquement parlant, les bureaucraties politico-syndicales de type social-démocrate sont passées d'un réformisme extra-systémique à un réformisme infra-systémique. C'est-à-dire de l'hypothèse d'une conquête graduelle des organes de pouvoir dans un projet d'organisation étatique de l'économie et de la société, à la fin du 19e siècle, à une action de réforme interne et compatible avec la persistance des rapports capitalistes de production, dès les premières années du 20e siècle.

Avec la régulation fordiste, la social-démocratie perd son axe central de critique du capitalisme (anarchie du marché) et voit se réaliser son projet stratégique des années 1930, le capitalisme d'organisation. En fait, avec la régulation fordiste, nous assistons à une véritable révolution passive, au sens gramscien du terme. L'État capitaliste, devenu agent d'un réformisme de masse, intègre la social-démocratie. Le réformisme social-démocrate initialement extra-systémique devient pleinement intrasystémique et réalise l'ensemble de ses potentialités. Au fur et à mesure que se développe la stratégie des proportions, la bureaucratie social-démocrate et une large partie de ses bases intègrent comme légitimes les divisions du prolétariat et les allocations de pouvoir qu'elle gère politiquement aux côtés du capital. Comme nous le verrons, la crise structurelle du capital met structurellement en crise cette stratégie.

Les problèmes posés par le mouvement communiste sont relativement différents. Certes, il y a

dans l'histoire des partis communistes des configurations stratégiques à fortes dimensions réformistes. Les PC sont, dans les pays occidentaux, formellement partie prenante du mouvement ouvrier institutionnel. Ils nourrissent eux aussi une dynamique de délégation et recourent une large partie des référents sociaux et culturels de la domination capitaliste. Mais, jusqu'à la fin des années '60, ces différents facteurs continuent d'être en tension (et pour certains PC le demeurent encore aujourd'hui) avec une politique extrasystémique à référence utopique. Cette référence, c'est bien entendu celle de l'utopie socialiste réalisée, recoupant en toute mystification la critique de l'anarchie capitaliste dans l'organisation du marché et la croissance des forces productives.

Au moment où cette tension cède et finalement se rompt, les PC évoluent dans une logique de social-démocratisation (comme le PCI ou le PCE) et se voient affectés par la même crise stratégique que la social-démocratie. Au contraire, si cette tension persiste, les PC (PCF ou PCP, ou PCPE), les appareils communistes se heurtent à la double crise du référent utopique d'une part (largement lié, faut-il le rappeler aux luttes ouvrières contre les capitalismes bureaucratiques d'état) et de la dimension nationale de type réformiste de leurs configurations stratégiques. Prisonniers de leur moule bureaucratique, ce type de PC s'avère incapable de répondre aux sollicitations des secteurs radicalisés du prolétariat et donc d'apporter une réponse efficace à la crise du capitalisme et à l'offensive qui l'accompagne. C'est d'une véritable obsolescence politique, théorique et stratégique qu'il s'agit.

Car il serait faux de considérer que la bureaucratie jouit d'une possibilité permanente et totale de manipulation. Non seulement dans sa complicité conflictuelle avec le capital, elle est obligée à la fois de solliciter et de réprimer l'initiative prolétarienne, mais encore elle doit s'efforcer sans cesse d'intégrer les nouvelles variables de lutte qui apparaissent sur le terrain social. Quand les appareils bureaucratiques s'avèrent incapables de répondre à ces tâches de manière suffisamment efficace, ils connaissent des tensions dans leurs propres structures et vivent sous la menace de voir des éléments d'organisation autonomes se développer contre eux, ou d'autres appareils détourner à leur profit les radicalisations en cours. La période que nous vivons voit se conjuguer l'ensemble des facteurs de mise en crise des bureaucraties social-démocrate et communistes. L'affirmation souvent souterraine de référents politiques nouveaux (autogestion par exemple) et le cycle de luttes des années '67-'74, comme les

premières vagues d'affrontements dans la crise, ont dégradé la capacité bureaucratique de contrôle sur les mouvements de classe. Ceci en soi n'est évidemment pas suffisant si ne se précisent pas les alternatives capables de recomposer le mouvement ouvrier.

7. ÉLÉMENTS POUR UN BILAN DE L'ANARCHISME

En tant qu'élément du mouvement ouvrier et révolutionnaire, l'anarchisme pose un certain nombre de problèmes de critique. Commençons par un paradoxe: nos forces organisées sont stagnantes ou croissent modestement, alors que certains référents qui sont les nôtres ont connu dans les dernières 25 années une extraordinaire diffusion. A première vue, il pourrait sembler que la clé du problème réside dans l'alternative organisationnelle. Nous pensons, comme nous le disions en introduction, qu'il s'agit là d'une vision superficielle.

Dès le retrait de Bakounine et l'agonie de l'AIT anti-autoritaire, l'anarchisme manifeste une forte tendance à se construire comme négation mécaniste de la bureaucratie social-démocrate. A la lecture déterministe que celle-ci fait du marxisme (lui-même partiellement déterministe dans son corpus théorique et souvent bureaucratique pour la pratique même de Marx et Engels), l'anarchisme répond par un déterminisme inversé, celui de Kropotkine. A l'action réformiste et à l'organisation reproduisant les rapports sociaux capitalistes, l'anarchisme oppose l'action exemplaire coupée des masses, une conception catastrophiste et immédiatiste de la révolution et le refus de toute structuration autre que micro-affinitaire.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ont représenté une rupture historique décisive avec cette période. Ils définissent une capacité politique à organiser l'antagonisme de secteurs ouvriers situés hors du champ d'action de la social-démocratie et à rentabiliser les premiers éléments de crise qui se manifestent au sein de celle-ci dès la fin du 19e siècle. Globalement, la polarisation réformisme-révolution profite à l'anarchisme prolétarien implanté dans les syndicats. La faiblesse essentielle de ce moment historique tient au fait que la stratégie ne se présente que comme une tactique linéaire et démultipliée (la fameuse gymnastique révolutionnaire) qui permet de réaliser une accumulation de forces mais n'est pas encore à même de poser la question du changement social.

Une partie de ces faiblesses apparaît clairement avec la guerre de 1914-1918. La totalité se précise au moment où l'anarcho-syndicalisme doit faire face à l'utopie réalisée et à la légitimité politique et stratégique de la Sème Internationale. Notamment, les questions de la dialectique entre crise révolutionnaire, hégémonie politique, unité et autoorganisation de classe, apparaissent comme autant de failles pour le mouvement libertaire. L'hypothèse d'une croissance linéaire jusqu'à l'hégémonie sur l'ensemble de la classe portée par le syndicalisme révolutionnaire affronte mal la question concrète de la révolution. Certes, les organisations ouvrières libertaires ou influencées par l'anarchisme connaissent une spectaculaire croissance durant la période 1918-1922. Mais elles butent sur l'obstacle énorme de la défaite du courant libertaire dans la révolution russe et sur leur impuissance à opposer un modèle victorieux à l'utopie réalisée du bolchevisme. Ce processus n'offre qu'une exception notable et temporelle, la CNT-FAI.

Malgré l'extraordinaire richesse du mouvement makhnoviste et de certaines autres expériences dans la révolution russe, malgré les avancées pratiques et théoriques de l'UA et de l'USI en Italie, malgré la forte croissance des organisations en Allemagne et en Espagne, l'anarchisme prolétarien ne fait aboutir aucune révolution durant la période clef des années 20.

La CNT-FAI a certes avancé au cours des années 1931-1936 des éléments du plus haut intérêt. Mais malgré les expériences pilotes, malgré les apports théoriques et pratiques d'un double pôle de militants qui va des Solidarios d'un côté à la CNT de Madrid de l'autre, la question de la stratégie révolutionnaire et de l'unification du prolétariat ne sont pas résolues. Les élaborations d'un Orobón Fernandez sur le problème des Conseils Ouvriers ne trouvent pas la formalisation stratégique dans le moment révolutionnaire. Il y a, certes, un poids de la conjoncture historique, que seuls les imbéciles, ou les dogmatiques peuvent ignorer. Il n'en reste pas moins que l'histoire est œuvre des hommes et de leurs choix, et que les carences politiques et le retard d'élaboration se paient dès les premières semaines de la révolution espagnole. La défaite de la révolution espagnole surdétermine tous les éléments négatifs qui commencent à se développer dans l'anarchisme dès le milieu des années 20'.

De manière très claire, la perte d'incidence sur la réalité sociale donne lieu à une réaffirmation des tendances immédiatistes et anti-organisationnelles

ou idéologiques et propagandistes. Les tentatives de réponse à cette situation souffrent d'une fétichisation de la question organisationnelle (typique chez les archinovistes qui tentent de répondre, sur la base de leur bilan de la révolution russe, par un volontarisme politico-organisationnel à une situation nouvelle non maîtrisée et en partie non-comprise dans ses éléments centraux, mais combien plus déficiente, impuissante et illusoire encore la réponse d'un S. Faure, et combien principielle et abstraite celle de Malatesta ou Berneri dans ce même débat).

Le mouvement libertaire, au cours de cette période, souffre d'un retard dans son élaboration théorique, dans la prise en compte de ce qui change dans la réalité (sauf quelques exceptions notables en termes d'individus ou de noyaux organisés, par exemple Fabbri, Malatesta, Berneri). Il souffre aussi d'une division, essentielle selon les pays (France) entre les communistes-libertaires et les syndicalistes-révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes. Enfin, le mouvement libertaire nous semble difficilement prendre en compte son caractère désormais minoritaire dans le prolétariat pour en tirer une nouvelle démarche offensive, pour poser consciemment la question de la reconquête de l'hégémonie (à l'exception notable de Malatesta, et de quelques autres italiens). Des retards d'élaboration théorique et stratégique, une obsolescence de nos catégories classiques s'impose dès cette période et s'affirme dans l'immense majorité du mouvement dès les années 47-48'.

Que cela nous plaise ou non, les bolcheviques ont introduit la question stratégique dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire. Ils l'ont fait certes sur les bases bureaucratiques que chacun connaît, mais ils ont manifesté une maîtrise du terrain politique que la tactique démultipliés et linéaire des libertaires ne pouvait affronter. Les bolcheviques se sont forgés dans une révolution à la fois victorieuse et victorieusement pervertie et brisée par eux. Ils inauguraient ainsi une période nouvelle de l'histoire sociale.

La période de l'après-guerre conclut la crise de l'obsolescence libertaire des années 30. Une extériorité croissante au mouvement des luttes (facilité, il est vrai, par la polarisation du mouvement ouvrier entre social-démocratie pro-occidentale et stalinisme) avive les tensions a-classistes, idéologiques, proclamatoires et propagandistes, finissant par nous faire perdre une partie de notre mémoire historique, la caricaturant à l'extrême, et achevant la déconnexion entre nos catégories politiques et la société

réelle. Les tentatives opposées (GAAP en Italie, FCL en France, par exemple) subissent le poids de cette réalité, reproduisent en bonne partie les limites de l'archinovisme et souffrent partiellement l'influence des logiques politiques dominante de leurs référents et représentations.

Nous ne saurions donc nous étonner de la force avec laquelle des attitudes immédiatistes, spontanéistes et mouvementistes se déploient dans le mouvement à la chaleur du cycle de luttes des années 67-74. Elles sont la réponse à l'extériorité et à l'impuissance de la période précédente. Nous ne devons pas oublier que le retard accumulé durant la période 47-67 ouvre un terrain politique à des forces qui s'emparent de nos référents, les intègrent dans des constructions politico-idéologiques nouvelles (c'est notamment le courant mao-spont construit à partir d'une matrice anti-autoritaire dans sa projection sur le social) et leur donnent un support organisationnel que nous sommes incapables de construire. Pour qui analyse cette période, la carence stratégique dans le mouvement libertaire apparaît en toute clarté.

En résumé, nous accumulons sur la réalité des luttes et dans notre capacité politico-stratégique:

- *quatre défaites révolutionnaires centrales durant les années 1918-1939, la Russie, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne;*
- *trois grands retards en matière d'élaboration stratégique et de connaissance de la réalité: transformations du prolétariat dans la première phase de taylorisation durant les années 20-30, la montée des luttes de libération nationale et anti-impérialiste, régulation fordiste et déploiement de l'ouvrier-masse (que vient compléter l'ouverture d'un procès de prolétarisation du monde intellectuel);*
- *une série d'incapacités d'intervention effective.*

Pour conclure, il convient sans doute de développer quelques dimensions centrales de ce que nous considérons comme une alternative en matière d'organisation.

8. LOGIQUE ET DYNAMIQUE DE L'ORGANISATION

Il nous faut commencer par une banalité. Notre projet n'est pas de ceux qui puissent être autoritairement imposés. Il appartient aux travailleurs, aux dominés eux-mêmes de le mettre en œuvre aujourd'hui déjà, comme ils l'ont fait dans le passé. Une organisation libertaire est un instrument au service de ce projet et de l'émancipation sociale qu'il incarne. Dans notre stratégie comme dans notre tactique, nos idées-force sont: *autonomie et démocratie dans les luttes, pratiques d'action directe et autogestion des activités*. Ceci nous l'opposons à toutes les tentatives d'instrumentaliser les luttes sociales et de construire des pouvoirs séparés des mouvements. La façon dont un résultat est obtenu est au moins aussi importante que le résultat lui-même: les moyens mis en œuvre conditionnent et préfigurent les buts recherchés. Littéralement, l'autonomie signifie "qui tire ses principes de soi-même". Elle manifeste ce besoin essentiel de l'être humain de ne pas être dirigé, de disposer librement de sa vie, de dominer réellement son existence sans que les décisions le concernant soient déléguées à d'autres: c'est l'application stricte et radicale des principes de la démocratie directe. Combattre pour l'autonomie, c'est partir de celle-ci pour la développer et conquérir des espaces plus larges de liberté et de contre-pouvoir. L'autonomie n'est pas une figure idéologique, elle se conçoit comme *une pratique politique qui vise l'autre comme l'agent du développement de sa propre liberté, de sa propre émancipation, donc de sa propre autonomie*. Bakounine écrivait: "La liberté des autres, loin d'être une limite à la mienne, étend ma liberté à l'infini", tout comme Marx affirmait: "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". L'organisation libertaire répond à la nécessité pour des militants engagés dans les luttes sociales de collectiviser des pratiques et de les articuler à un projet global.

Approfondir une conception libertaire de l'organisation passe la clarification d'une question déjà largement débattue dans les milieux antiautoritaires: celle de l'« avant-garde ». Il s'agit là d'un des tabous les plus absolus que véhiculent les libertaires. Et pour cause. Peut-on à la fois réfuter tous les chefs, toutes les directions, toutes les hiérarchies, et accrédi-ter le fait que les militants libertaires puissent être des leaders ou même simplement des animateurs des luttes ? La contradiction paraît insurmontable à certains esprits. On constate pourtant que des militants et des organisations libertaires ont joué un

rôle très important dans l'histoire des luttes sociales. L'anarchisme "idéologique" et proclamatoire reste aveugle devant une telle évidence. Bien protégés derrière le parapet de la critique contre la conception léniniste de l'organisation, beaucoup de camarades préfèrent se replier sur de petits cercles, ressasant sans cesse les mêmes mythes, engendrant, par crainte de devenir une bureaucratie, l'inefficacité et l'isolement. A notre sens, il faut dépasser les termes d'un vieux débat et concevoir l'organisation comme un animateur antiautoritaire des luttes sociales. Et cela veut dire que nous envisageons celles-ci comme un processus dialectique vivant: *nous sommes à la fois organisateurs et pour l'auto-organisation, à la fois pour la spontanéité et source de propositions, à la fois pour la démocratie directe et l'autogestion et médiateurs actifs entre les gens*. Le rapport militant-masse existe. Et il existe parce que les sociétés dans lesquelles nous vivons ne sont pas des sociétés de liberté, mais de domination et d'aliénation. Les gens, les travailleurs, les mouvements sociaux ne s'engagent pas tous selon les mêmes rythmes, les mêmes connaissances, les mêmes niveaux de conscience et dans les mêmes conditions. Il faut donc voir dans ce rapport militant-masse, qui en quelque sorte nous situe comme avant-garde, un processus dans lequel nous nous efforçons de privilégier des pratiques de démocratie directe et d'autogestion, de façon à rendre possible notre propre dépassement. En ce sens, la lutte sociale, telle que nous la concevons, est forcément graduelle dans sa dynamique. Nous n'entendons pas par là qu'elle est linéaire dans sa progression. Elle constitue en effet le lieu par excellence de la création possible, du saut qualitatif, de l'avancée comme du recul, de la révolution comme de la contre-révolution.

Malatesta disait: "la société apprend aux hommes à être serviles, mais ce sont des hommes aspirant à la liberté qui peuvent développer des pratiques d'émancipation sociale". Dès lors, l'objectif prioritaire de nos interventions politiques consiste à créer les conditions et les terrains les plus favorables ou groupes et individus puissent devenir acteurs de leur propre histoire. C'est une stratégie de contre-pouvoir que nous proposons - ce que Malatesta appelait le gradualisme anarchiste - sur la base d'une conception radicalement démocratique: la conquête d'espaces autonomes est ici vue comme l'élargissement graduel des possibilités d'une révolution sociale. En ce sens, notre proposition stratégique ne résout pas la question de la révolution, elle se borne à nous donner les conditions pour la poser.

DE L'ANARCHISME À LA GAUCHE LIBERTAIRE

L'anarchisme a toujours eu de fortes insertions dans les mouvements sociaux, dans les luttes des travailleurs/euses, mais aussi une présence significative dans d'autres combats, pour l'émancipation des femmes et l'égalité, sur le terrain anti-colonial et anti-impérialiste, sur le logement et le territoire, sur la condition carcérale ou dans l'intervention sur le terrain artistique. Finalement, l'anarchisme est à la fois un mouvement révolutionnaire et un mouvement qui a une capacité d'animer des luttes pour des changements plus immédiats, pour des réformes sans être pour autant réformiste.

QUEL MONDE EN QUEL INSTANT?

Ce qui avait été la doctrine majoritaire du mouvement révolutionnaire, le marxisme-léninisme, est mort. Nous sommes également dans une période où depuis des années, se développent des cycles de luttes très importants, des luttes ouvrières auto-organisées dans les pays qui nous entourent, des expériences de syndicalisme radical et démocratique, des combats dans divers secteurs du mouvement social. En même temps, nous ne voyons pas d'horizon politique pour ces luttes, pour trois raisons au moins:

1. la perspective révolutionnaire semble s'éloigner dans les sociétés industrielles du centre qui sont les nôtres (et ailleurs aussi, sauf quelques exceptions notables dont celle du mouvement zapatiste);
2. si quelque chose qui se recompose à gauche, pour parler de manière générale, ce quelque chose s'oriente souvent et situe l'essentiel de son activité sur le terrain institutionnel, reproduisant du même coup les rapports traditionnels de délégation que la gauche d'Etat a toujours suscités; les recompositions à gauche profitent peu pour le moment à des forces radicales ou révolutionnaires et entre autres à des

forces libertaires;

3. la social-démocratie, même si elle est usée jusqu'à la corde par sa pratique gouvernementale, a une capacité de réinscription politique énorme.

Ce contraste est fort. D'un côté il y a des luttes auto-organisées qui ont une grande capacité à rompre avec les appareils, de l'autre, il n'y a pas de perspective de changement social qui semble s'affirmer en liaison avec ces luttes. Au contraire, elles apparaissent souvent comme sectorielles, limitées, auto-référentielles.

LIBÉRER LA RÉVOLUTION?

Pour nous libertaires, à la fin des années 80, la mort du référent "léninisme", que nous avons combattu théoriquement et pratiquement -une longue lutte dans laquelle des centaines et des milliers de camarades ont laissé leur peau devant les pelotons d'exécution, dans les prisons ou dans les camps de concentration -nous semblait pouvoir libérer l'hypothèse de la révolution ou du moins l'espoir révolutionnaire pour d'autres tentatives, pour d'autres conceptions et d'autres valeurs. Et dans une certaine mesure, il y a eu quelques petites choses en ce sens. Ici aussi le Chiapas est exemplaire. Significatifs aussi, l'affirmation dans certains courants de type néocommuniste ou dans certaines forces d'extrême-gauche d'éléments d'une culture politique nouvelle, soucieuse de promouvoir une démarche démocratique radicale intégrant l'auto-activité des gens, reconnaissant le pluralisme, suscitant l'autonomie. Au moins formellement. Mais le formel sur ce terrain est essentiel. Ce sont des choses positives, mais on doit les mesurer avec attention et une certaine réserve. Dans les milieux "anars", nous avons un peu l'habitude, triomphaliste et donc détestable, de dire: "l'agonie du léninisme, l'échec

des socialismes réels, la déconfiture des gauchismes bolcheviques ou bolchevisants nés ou consolidés dans l'après 68, prouvent une fois encore que nous avons raison". C'est une vieille caractéristique du dogmatisme anarchiste d'affirmer qu'il a toujours eu raison: raison dans la Première Internationale, raison après la Première Internationale, raison à la Révolution russe, et raison depuis toujours ...

CONTRE UN ANARCHISME DE LA PENSÉE UNIQUE

On pourrait presque rétorquer à ces dogmatiques, tenants à leur manière d'une pensée unique, que l'anarchisme est une raison qui, de défaite en défaite, confirme sa capacité critique mais perd de sa capacité à peser sur la scène politique et sociale. Je crois que cela appelle un peu de réflexion. L'échec du léninisme, la défaite du modèle autoritaire de changement social, n'entraîne automatiquement ni une victoire de l'anarchisme, ni l'affirmation d'une nouvelle conception de la révolution, de la lutte sociale, de l'émancipation des femmes et des hommes dans nos sociétés. Un espace est certes ouvert pour l'espoir et le désir de révolution dans nos sociétés mais il nous manque des outils théoriques et pratiques, il nous manque une envergure et une volonté politiques pour le combler.

AUTOCRITIQUES

C'est je crois, à partir de là, qu'il faut poser une première question un peu provocatrice: "l'anarchisme est-il un primitivisme politique?". En d'autres termes, l'anarchisme est-il encore capable de rendre compte de l'évolution des sociétés, de l'évolution des contradictions qui traversent et organisent ces sociétés, de l'évolution des luttes que ces sociétés génèrent, à partir de leurs contradictions sociales?"

Je pense quant à moi que l'anarchisme n'est pas un primitivisme, qu'il peut apporter un certain nombre de choses aux luttes pour l'émancipation, pour la liberté. Pas tout seul, pas de manière exclusive ou dogmatique, mais il peut apporter des choses à une conception, à une pratique et à une théorie du changement social révolutionnaire dans les sociétés modernes.

J'insiste immédiatement sur le terme "révolutionnaire". Quand nous parlons de transformation

révolutionnaire, nous entendons un changement de l'institution de la société, de la direction de son développement, des mécaniques de son fonctionnement, de ses valeurs en termes philosophiques, moraux, culturels, et non pas simplement l'image, aujourd'hui dépassée, des soirs d'insurrection et des lendemains qui chantent.

Si les insurrections, telles qu'on les concevait il y a encore 50 ans, par exemple dans la révolution espagnole de 1936, avaient dû vaincre, elles auraient vraisemblablement triomphé depuis longtemps. Il faut comprendre le mot révolutionnaire par ce dont il est essentiellement porteur: le mouvement par lequel se fait le changement d'institution de la société, c'est-à-dire la manifestation croissante de la volonté d'hommes et de femmes qui appartiennent aux groupes sociaux dominés de prendre en main leur vie et donc de changer les bases sur lesquelles fonctionne la société dans laquelle ils vivent.

Je ne sais pas si cela conviendra à nos dogmatiques mais je crois que nous avons là un socle pour construire une politique qui ait une vocation de rassemblement, d'action large, d'intervention forte dans la société.

Deuxième question importante: "avons-nous aujourd'hui, étant donné les maigres forces du mouvement libertaire dans les différents pays, nos maigres acquis, nos liaisons limitées avec les mouvements et les luttes, la capacité de faire des propositions, d'animer, de pousser en avant ce qui, dans les contradictions de cette société, nous semble être aller vers le changement révolutionnaire?"

MODERNITÉ DE L'ANARCHISME

Dans la vulgate marxiste-léniniste, qui est de mauvaise qualité, on avait l'habitude de disqualifier l'anarchisme comme une idéologie correspondant à des couches marginalisées ou lumpénisées de la société. Souvenez-vous des paroles de Lénine et de Trotzky, dès les premiers jours de 1918, qualifiant nos camarades russes d'"anarcho-bandits". Finalement, que reste-t-il du mouvement anarchiste dans la mémoire historique la plus banale? Très souvent on parlera de la Bande à Bonnot et des quelques malheureux qui avaient entrepris de renouveler l'art de l'expropriation en utilisant pour la première fois des automobiles...

Bien entendu, l'anarchisme ce n'est pas cela. Il

n'est pas non plus, contrairement à ce qu'on a dit trop souvent, lié à des couches ou à des groupes sociaux en déclin dans la société. Si vous considérez par exemple la polémique de Marx avec Proudhon, ou les débats postérieurs entre marxistes et libertaires ou syndicalistes révolutionnaires, on entend dire souvent: "l'anarchisme représente les fractions les plus arriérées de la classe ouvrière" ou "l'anarchisme représente des fractions qui vont disparaître, écrasées par le développement du capitalisme et qui en conséquence se révoltent au nom d'une conception qui est finalement réactionnaire".

Pour quiconque connaît un peu l'histoire de l'anarchisme, ces choses sont évidemment des erreurs grossières ou des versions idéologiques de la réalité. L'anarchisme a été très souvent lié, à peu près toujours dans un certain nombre de pays, à ce que j'appellerai les sujets sociaux de la modernité. Par exemple, au début de ce siècle, ce sont les ouvriers et les ouvrières aux Etats-Unis présents dans les formes les plus modernes de la production, dans les premières grandes usines qui emploient des chaînes de montage, dans les premières productions de grande série. L'anarchisme en Allemagne, durant les premières années 20, est lié aussi aux ouvriers des industries les plus modernes, la chimie et l'électrochimie. L'anarchisme en Espagne domine dans les grandes et modernes concentrations industrielles du pays. Aujourd'hui lorsque nous refaisons, avec un peu de temps, l'histoire cet anarchisme-là, nous nous apercevons, par exemple, que la grande percée de la CNT espagnole dans le monde du bâtiment dans les années 1930, est liée, non pas aux ouvriers et aux artisans de la traditionnelle organisation du travail, qui eux sont des sociaux-démocrates, des étatistes, mais aux ouvriers qui arrivent dans les grandes compagnies de construction modernes, aux ouvriers qui incarnent le moment le plus moderne du capitalisme espagnol. Cela est important à dire : l'anarchisme est dans la modernité sociale, en tout cas jusqu'aux années 1920. Il est bon de le réaffirmer par rapport à ce que le léninisme nous a obligé à avaler et à justifier durant un grand nombre d'années.

AUTOUR DE NOS ÉCHECS

A partir de là, on pourrait se demander comment, nous qui avons à un moment donné incarné pour un temps - à une échelle de masse, passez-moi le mot - l'espoir d'un changement révolutionnaire et libérateur dans les sociétés, qui avons fait un certain nombre de tentatives révolutionnaires qui ont échoué - il faut bien le dire, et, au mieux, nous

pourrons nous en justifier - comment pouvons-nous aujourd'hui nous refonder? C'est-à-dire affronter des sociétés, des appareils de commandement, des structures de pouvoir qui sont fondamentalement différentes de celles dans lesquelles l'anarchisme était inscrit en tant que mouvement social de rupture, en tant que mouvement de masse? C'est pour nous en même temps une question et un défi. Une question qu'il ne faut pas ignorer, d'autant plus que s'il y a une réactualisation des thèmes, des pratiques, des désirs et des référents de la pensée libertaire depuis les années 60 jusqu'à nos jours, nous nous rendons compte que - sauf quelques exceptions fort honorables et je pense à nos camarades espagnols mais pas seulement à eux - non seulement l'anarchisme organisé est composé de groupements ou d'organisations petites, mais il est de surcroît souvent stérile, sectaire, incapable de prendre en compte la tâche de sa propre refondation.

A QUOI SERVENT LES LIBERTAIRES?

En général les libertaires non dogmatiques - il y en a passablement mais ils/elles ne représentent pas la totalité de la famille - ne sont pas des gens qui tentent de placer des cartes. Ce sont plutôt des militantes et des militants qui tentent de travailler avec d'autres gens, à partir d'un certain nombre d'idées, en animant un certain nombre de pratiques, en donnant vie à un certain nombre de valeurs. Et ceci recoupe avant tout la capacité de diffuser des référents et des pratiques qui se multiplient et irriguent le mouvement social.

J'insiste sur cette question également en disant qu'il y a un rôle spécifique de l'organisation des libertaires, qu'il y a une relative autonomie du politique face aux luttes, du théorique et de l'intervention coordonnée de l'organisation politique par rapport au mouvement social. Ceci ne signifie pas que le mouvement social est subalterne par rapport à l'organisation politique mais bien que nous avons deux dimensions constitutives d'une même réalité.

SOURCES HISTORIQUES DE L'ANARCHISME SOCIAL

Disons quelques mots des sources de ce que l'on peut appeler l'anarchisme social moderne. Là aussi, dans la vieille dogmatique anarchiste, il y a une espèce de tradition qui veut que l'on remonte

sans cesse plus loin dans l'histoire pour trouver des anarchistes. On dira par exemple "LaoTseu était un philosophe anarchiste" ou "les cyniques athéniens étaient des philosophes anarchistes" ou encore "telle ou telle révolte, par exemple les grandes révoltes serviles de la fin de la République romaine, était porteuse de valeurs libertaires".

Je crois que le problème est complexe et qu'il faut se méfier de la transhistoricité donnée à une idée qui naît dans des conditions très précises.

Ce que l'on peut dire, pourtant, c'est qu'à mesure que la société bourgeoise moderne se développe et s'institue, depuis le Moyen-Âge, nous voyons un certain nombre de mouvements sociaux qui sont, dans certaines de leurs conceptions et de leurs revendications, annonciateurs de l'anarchisme social moderne. Au long des siècles s'affirment des mouvements révolutionnaires qui en arrivent à refuser le pouvoir séparé, à critiquer la société de hiérarchie qu'ils subissent dans leur moment historique propre et qui entreprennent de construire des sociétés autres. Ces mouvements égalitaires, libertaires, opèrent souvent à partir d'une lecture religieuse du monde; ils ont pourtant des valeurs et même des éléments programmatiques qui nous sont extrêmement proches. Mais il est clair que l'anarchisme se configure comme mouvement politique dans une période historique qui va de la Révolution française aux révolutions démocratiques de 1848.

ANARCHISME ET DÉMOCRATIE

Grosso modo nous pouvons dire que l'anarchisme naît de la démarche, de la dynamique et de l'imaginaire des révolutions démocratiques qui s'affirment en Europe durant ces décennies cruciales. Pourquoi insister sur cette question des révolutions démocratiques et de leur rapport avec l'anarchisme? Là aussi nous souffrons d'un défaut, mais qui cette fois nous a été légué aussi par la vulgate marxiste. On nous a dit et répété que la grande révolution, la Révolution française, les révolutions de 1830 et les révolutions de 1848 étaient des révolutions bourgeoises. Cette caractérisation est partielle et fautive. Les révolutions de 1789 à 1848 sont des révolutions démocratiques. Ce sont des révolutions où la bourgeoisie affirme certaines choses et prend certes le pouvoir politique et la direction de la société, mais ce sont aussi des révolutions qui dépassent, et de très loin, la bourgeoisie, sa logique historique, sa culture et ses référents. Ce sont des révolutions dans

lesquelles les sociétés s'auto-instituent explicitement. Ce sont des moments où les hommes disent "ce n'est plus Dieu, à travers le roi, qui donne les lois, ce n'est plus un principe extérieur à la société qui fonde la société, ce sont les hommes eux-mêmes qui se donnent leurs propres lois et font de la société ce qu'elle est."

Cette irruption des masses, des gens, de la société dans l'institution de la société elle-même, est quelque chose d'essentiel. C'est par rapport à ça que nous voyons le peuple, dans la grande acception du terme la plus généreuse -, devenir acteur social et acteur politique. Les gens commencent à dire - ce qui est crucial - : "nous voulons que cette société soit ce que nous avons décidé qu'elle soit." C'est le moment où des révolutionnaires demandent: "à quoi sert d'avoir fait disparaître l'aristocratie des nobles si nous la remplaçons par l'aristocratie des riches?". C'est le moment où l'on voit des valeurs, cruciales à nos yeux, s'affirmer à l'horizon de la société: les valeurs d'égalité, les valeurs de liberté, les valeurs de fraternité, les valeurs de démocratie radicale.

Il ne faut jamais oublier que le suffrage universel - que nous anarchistes critiquons à juste titre parce qu'il est limité par l'ordre de la délégation, configurant ainsi un pouvoir que l'on donne à des gens et qui devient ensuite incontrôlable - est un progrès gigantesque de l'humanité qui a été imposé par les piques des sections parisiennes de sans-culottes à des députés bourgeois qui n'en voulaient pas! La bourgeoisie n'a jamais été une classe partisane de la démocratie. Celle-ci est le résultat de l'intervention sur la scène politique et sociale des classes populaires. La démocratie est d'abord et avant tout une pratique sociale de la politique. En ce sens, je crois que lorsque nous parlons d'autogestion de la société et d'autogestion des luttes, d'une société où les hommes et les femmes soient à même de décider ce que la société doit faire, comment elle doit le faire et vers quoi elle doit tendre, nous sommes enfants de cette source-là.

DOMINATION ET DÉMOCRATIE

Il est évident que lorsque la démocratie s'institue comme régime et comme valeur dans la culture politique de nos sociétés, le fait qu'il existe dans la société une classe de femmes et d'hommes, les plus pauvres et démunis, les plus niés et qui en même temps en font la richesse, révèle une contradiction immédiate avec ce que la démocratie prétend

incarner. Et on peut en dire autant de la domination et de l'inégalité, bien plus anciennes encore, imposées aux femmes. N'oublions jamais que, le premier mot d'ordre de celle et de ceux d'en bas, c'est la démocratie sociale! C'est donc aussi la république de l'égalité.

Le premier grand homme de l'anarchisme moderne, Proudhon, malgré ses conceptions très limitées et même erronées sur bien des points et je ne parle pas de la conception qu'il avait des femmes qui était ignoble ou même de ses positions sur la grève ou par rapport à l'organisation de sociétés de résistance ouvrière destinées à animer des mouvements de lutte - a dit des choses essentielles sur la nécessité de contenir le développement de l'Etat comme pouvoir séparé en lui opposant des contre-pouvoirs, et donc de rendre les hommes maîtres de quelque chose, maîtres associés de l'outil économique par exemple. Aujourd'hui, formellement, même le plus crétin des managers reconnaît qu'il n'est pas possible de faire travailler des gens qui sont totalement extérieurs à ce qu'ils produisent, qui n'ont aucune prise et aucun pouvoir sur ce qu'ils font. Cette percée proudhonienne, en terme de conception de l'autogestion économique, de théorisation de ce que le prolétariat de cette époque commençait déjà à organiser, en terme de mutualité, de solidarité et de libre association, est une chose essentielle.

L'APPORT BAKOUNINIEN

Bien entendu, lorsque nous parlons de Proudhon, nous ne pouvons pas ne pas parler de celui qui est la pièce maîtresse, l'homme clé dans l'interprétation des mouvements sociaux profonds de l'époque, Michel Bakounine.

Avec lui l'anarchisme a franchi une grande étape, celle du politique.

Il ne suffit pas de proposer ou de donner le but idéal de la société, il ne suffit pas de vouloir d'une société sans dominés et sans dominants, il faut encore énoncer le chemin par lequel on y va, les forces sur lesquelles on s'appuie, les alliances que l'on peut faire, les médiations et les étapes d'un tel chemin. S'il y a un homme qui fonde à un moment donné, de manière privilégiée, une politique de l'anarchisme, cet homme-là est Michel Bakounine.

Un des plus grand marxistes allemand, Karl Korsch, disait que Bakounine était certainement, du

point de vue de la théorie communiste, aussi grand que Marx, et même supérieur à lui car il avait été le critique de la critique. Le bakouninisme nous a apporté quatre choses principales :

1. C'est la rupture avec les traits jacobins, délégationnistes, substitutistes et autoritaires qui sont présents dans le mouvement socialiste. et bien sûr chez Marx lui-même, sans parler de ses épigones.
2. Il nous a apporté une critique aigüe et pertinente de l'aliénation en général mais surtout de l'aliénation politique. C'est-à-dire des limites que la démocratie bourgeoise met à la démocratie.
3. Il nous a également apporté, avec une extraordinaire modernité, la conscience du problème de la division qui traverse les sociétés modernes entre dirigeants et exécutants.
4. Enfin, une quatrième chose: par rapport à une conception marxienne extrêmement industrialo-centriste, marquée par le déterminisme économique, il a apporté l'ouverture au problème des luttes de libération nationale, et également une très grande sensibilité à l'importance de la paysannerie et notamment de la paysannerie pauvre dans les mouvements révolutionnaires.

Bakounine a représenté et animé une des conceptions révolutionnaires les plus avancées du XIXe siècle. Il y a le bakouninisme, mais il n'est pas une création ex nihilo. Ce n'est pas un anarchisme de chaire; c'est un anarchisme qui a saisi, systématisé et prolongé ce que le mouvement social de son époque était à même de mettre en avant. Cela aussi est important. Il n'y a pas de doctrine ou de théorie révolutionnaire qui ne soit à un moment donné la projection théorique d'un mouvement social avec ses capacités et ses limites. Un des effets de la théorie révolutionnaire est précisément cette capacité de projeter ce dont le mouvement social est porteur d'un point de vue général, au-delà de ses limites propres à un moment historique donné.

LA GOUVERNABILITÉ ET SON DOUBLE

Le socialisme étatiste et réformiste est porteur d'une stratégie et d'un projet tendant à intégrer dans la société une fraction des dominés, une fraction du prolétariat. Il s'offre d'ailleurs à assurer la gouvernabilité de cette inscription. L'anarchisme, au con-

traire, jusqu'aux années 30, a représenté historiquement, même dans ces pires moments, la recherche, l'agrégation, l'organisation, la dynamisation de tout ce qui ne pouvait pas être récupéré, institué, intégré ou rendu compatible par les sociétés de domination et d'exploitation, les sociétés de classes. C'est très intéressant, car qui étudie l'histoire de l'anarchisme voit ceci surgir comme une espèce de fil rouge. J'insiste là-dessus: l'anarchisme dynamise, organise et socialise ce qui n'est pas compatible avec les sociétés d'exploitation et de domination.

Muñoz, dans la préface aux Ecrits de Bakounine publiés chez Pauvert, dit à peu près : "qui était avec Bakounine ? Il y avait les ouvriers du bâtiment, les gens qui à Genève n'étaient pas dans l'aristocratie ouvrière de l'horlogerie, les ouvriers agricoles du sud de l'Espagne et de l'Italie, les mineurs belges, et tous ceux qui n'avaient pas le temps d'attendre."

Avec Marx, il y avait ces horlogers genevois, qui eux, pouvaient attendre et donc passer des alliances électorales avec la bourgeoisie radicale.

Mais, il y avait aussi les horlogers jurassiens, qui eux étaient avec Bakounine. Ce petit exemple nous interroge. Car dans sa stratégie de non-compatibilité, l'anarchisme ne regroupe pas seulement des figures sociales, il socialise également des désirs, des référents, des impératifs moraux, des conceptions culturelles, des envies, des aspirations et de l'espoir présentes dans beaucoup de positions qui peuvent sembler très intégrées et contrôlées.

Jamais, pas plus il y a cent ans qu'aujourd'hui, le capitalisme n'est capable de proposer une stratégie d'intégration qui fasse justice de l'ensemble des désirs de liberté et d'émancipation des hommes et des femmes. Cela, aucun capitalisme n'y arrivera jamais.

APPORTS DE L'ANARCHISME

Donc, c'est ce mouvement de réveil, cette entrée en antagonisme de ce qui est hors de l'institution, au nom de l'émancipation et de la liberté, au nom de ce que nous pourrions appeler une réalisation intégrale du principe démocratique, c'est tout cela dont l'anarchisme a été porteur. On peut le résumer en quelques points:

- D'abord, l'anarchisme est porteur d'un impératif éthique. C'est important par rapport à

des conceptions révolutionnaires qui ont été très marquées, disons, par des appréhensions matérialistes.

- De plus, il s'inscrit dans l'histoire, c'est toute la différence entre un Bakounine et un individualiste radical comme Stimer. Ce dernier parle de la libération radicale de l'individu mais il est incapable d'en parler dans l'histoire. Bakounine parle de libération intégrale de l'individu, mais il donne des sujets sociaux, des protagonistes, des possibilités à cette revendication.
- L'anarchisme est une critique matérialiste de l'aliénation, et notamment de l'aliénation du politique.

POURQUOI L'ANARCHISME A-T-IL PERDU?

Ceci dit, il importe quand même de se demander pourquoi l'anarchisme est vaincu, et d'abord à l'intérieur même du mouvement socialiste. Battu non par le marxisme - parce qu'il serait injuste de donner l'étiquette de marxiste à ce qui se développe avec les partis social-démocrates autour des années 1860-1914 - mais par ce que nous pourrions appeler un réformisme qui s'abrite derrière les ambiguïtés de Marx.

L'anarchisme se construit comme mouvement politique dans une période où la révolution apparaît proche, possible et désirable, c'est-à-dire environ entre 1848 et la Commune de Paris de 1871. Sa perspective immédiate est celle de la révolution. Il se révèle très rapidement incapable de développer une politique des médiations, une construction stratégique. Au moment où la Commune de Paris est vaincue, que voyons-nous durant plus d'une génération? L'anarchisme devient stérile, se dégrade, se replie sur lui-même, perd de sa capacité à inciter sur le mouvement social et finalement devient, au sens fort du terme, un idéalisme. L'anarchisme cesse d'être en tension avec le mouvement social pour exiger de ce mouvement social qu'il s'adapte à ses propres critères, à ses catégories, à son désir. La meilleure preuve de cela nous l'avons dans ce que l'on a appelé "la propagande par le fait".

Lorsqu'on parle d'anarchisme, on a toujours l'habitude de causer des bombes posées ici ou là. On oublie bien sûr qu'avant ces bombes, il y avait souvent des interventions de l'armée ou de la gendarmerie qui n'hésitaient pas à fusiller tout ce qu'ils pou-

vaient dans les manifestations populaires ou dans les grèves. Interrogeons-nous donc au-delà de la continuité historique sur ce que signifie la “propagande par le fait”. C’est l’espoir d’amener les opprimés à l’action violente et à un changement révolutionnaire que nous pourrions qualifier de catastrophiste, d’immédiatiste. Or au moment où les dominés ne réagissent pas comme les “révolutionnaires” l’attendent, c’est le désespoir et la protestation face à ce qui est considéré comme l’inaction ou la lâcheté des masses populaires. Il y a toute une dimension de type élitiste dans des fractions ou des courants de l’anarchisme qui se poursuit paradoxalement aujourd’hui dans l’action d’un certain nombre de camarades qui, trop impatients pour faire le chemin de la construction du travail à la base du mouvement de masse, préfèrent agir de manière isolée, sectaire, mais selon eux exemplaire. Cette incapacité de maîtriser la médiation politique est une chose qui a coûté extrêmement cher à l’anarchisme.

Cette constatation nous renvoie à la difficulté de l’anarchisme à s’insérer dans des périodes de relative stabilité sociale. Cette chute de l’anarchisme dans l’idéalisme, cette perte de capacité critique et matérialiste, nous l’avons vue se reproduire très largement et fondamentalement à toute une série de moments de propre histoire. Sauf exceptions, nous pouvons dire que cette incapacité à maîtriser la médiation politique et à assumer le caractère minoritaire initial de sa proposition pour développer une politique à vocation majoritaire, a dominé l’anarchisme entre 1945 et 1968. Il faut être conscient de cela.

POURQUOI L’ANARCHISME A-T-IL GAGNÉ?

Mais si cette critique peut être faite à l’anarchisme, on ne peut par contre lui dénier deux choses. La première est sa capacité à retrouver périodiquement l’extraordinaire puissance de ses origines. Cela lui a permis d’impulser une des synthèses les plus vigoureuses, les plus originales et les plus riches du mouvement ouvrier international, le syndicalisme révolutionnaire.

L’anarchisme dans le mouvement ouvrier, en liaison également avec des franges révolutionnaires des partis socialistes, a réussi à impulser d’extraordinaires luttes. Ce sont, par exemple, des militants anarchistes dans les syndicats qui ont impulsé la première Union des Locataires à Paris, avec les premières formes modernes de luttes sur le

logement au début du siècle. Il faut savoir que c’est la CNT espagnole qui a impulsé quelque chose que l’on retrouvera en Italie dans les années 70, c’est-à-dire les grèves articulées entre l’usine et le territoire. Par exemple, quand il y avait une grève, les camarades passaient de la grève dans l’usine ou dans les entreprises à la grève du logement et aux auto-réductions prolétariennes dans les magasins. Nous avons parlé des syndicalistes révolutionnaires américains, les Industrial Workers of the World qui volaient littéralement d’entreprises en entreprises afin d’y faire rebondir les grèves au début du siècle, ou des anarcho-syndicalistes allemands, mais on pourrait également parler de la FORA argentine, et en général, de cette capacité à inventer sans cesse des choses nouvelles dans l’antagonisme contre le pouvoir. Tout cela nous le devons à l’anarchisme des années 1890-1920, c’est-à-dire au syndicalisme révolutionnaire.

ENTRE LE BOLCHEVISME ET LA RÉVOLUTION

Je ne pense pas que l’on peut aujourd’hui reproposer un syndicalisme révolutionnaire tel qu’il a vécu à cette période. Entre autres choses parce que l’anarchisme de cette époque s’est épuisé et a perdu deux combats fondamentaux et complémentaires: le premier combat contre le bolchevisme, l’autre dans sa capacité à réaliser sa perspective révolutionnaire.

Ce qui a caractérisé l’anarchisme depuis sa naissance, face à un mouvement ouvrier institutionnel de type réformiste social-démocrate, c’est qu’il incarnait d’une manière ou d’une autre, et même aux pires moments, l’exigence révolutionnaire. Au moment où le bolchevisme naît, l’anarchisme perd à la fois sa capacité à incarner l’exigence révolutionnaire et à porter le projet d’utopie. Pourquoi? Et bien parce que l’URSS, et ensuite le bloc “socialiste”, représentaient désormais l’utopie concrète, l’utopie immédiatement réalisée. Aujourd’hui on peut se demander comment les gens ne voyaient pas que ce n’était pas ça le communisme. Il y a comme ça quelques problèmes dans l’histoire. Souvent les gens ne voient pas tout ce qu’ils devraient voir.

L’ANARCHISME PERD SES RÉVOLUTIONS

L’anarchisme des années 1918 à 1936-37 si l’on prend l’Espagne, ou l’anarchisme italien de la crise révolutionnaire de 1919 à la résistance anti-fasciste dans les années 1944-45, sont incapables de vaincre ou d’incarner au moins un contre-pouvoir puissant,

efficace. Pourquoi l'anarchisme perd-il ses révolutions? Parce qu'il y a des limites dans le mouvement social? Parce qu'il y a encore de l'aliénation dans le mouvement social? Certainement. Parce que les anarchistes sont incapables à un moment donné de porter une capacité politique et une centralité stratégique qui les fassent vaincre, comme en Espagne ou en Russie? Certainement aussi. Également parce que le rapport de force ne le permet pas, comme en Italie par exemple, où l'anarchisme dans les années 1919-20-21 a eu la position la plus offensive. N'oublions pas que dans ces années, les hordes fascistes saccagent Bologne, capitale du socialisme italien, durant trois jours, sans que le Parti socialiste soit capable de riposter. Quand les fascistes attaquent Parme, qui est une citadelle de l'anarcho-syndicalisme italien, ils sont obligés de s'enfuir avec des morts et des blessés!

Mais cet héroïsme ne suffit pas à entraîner la majorité, à orienter le mouvement social. Le contexte dans lequel les révolutions doivent se passer - c'est le cas de l'Espagne -, le rapport de force entre ce qui est liberté chez les gens et ce qui est aliénation - parce que l'aliénation existe bien, elle se déploie à partir de dispositifs matériels - nous ont à chaque fois mis en échec. Cela pose quelques questions sur ce que peut et doit être la révolution.

CE QUI CHANGE

Première chose. Ce que nous avons pu voir encore à la fin des années 1960, l'extraordinaire capacité du léninisme à réinventer un modèle, en s'appuyant y inclus sur des bribes de la tradition libertaire voire tout le courant maoïste spontanéiste -tout cela est fini.

Deuxième chose. Malgré l'incapacité d'une grande partie de l'anarchisme organisé, il y a, dans les mouvements sociaux de rupture et dans les luttes, dans certains courants politiques, un besoin et je dirais même une création spontanée d'anarchisme. Périodiquement s'affirment parmi les dominés des sociétés modernes des mouvements d'émancipation, des besoins de révolution, des besoins de liberté, d'autonomie et de démocratie.

En même temps, ce qui jusqu'ici confisquait le camp de la révolution, c'est-à-dire le léninisme, est mort, libérant des forces et des têtes.

Il y a une extraordinaire ouverture historique qui est en train de se produire. Cette ouverture historique peut et doit permettre une synthèse vigoureuse et nouvelle, plus vigoureuse et plus profonde que celle à laquelle a donné lieu le syndicalisme révolutionnaire à la fin du siècle passé. Plus complexe et aussi peu respectueuse des dogmatismes. Les anarchistes ne peuvent faire cela seuls et de surcroît ce que nous pourrions appeler la gauche libertaire (en tant que construction complexe de positions, de valeurs, de stratégies et de tactiques, de modes d'intervention et de positions dans les luttes) excède fort largement l'aire de l'anarchisme formellement organisé.

Déjà en Espagne dans les années 34-36, alors que la CNT dominait le mouvement ouvrier et incarnait pratiquement seule sa dimension révolutionnaire, Diego Abad de Santillan, un des plus grands penseurs de l'anarcho-syndicalisme espagnol, parlait de la nécessité d'exclure toute prétention au monopole révolutionnaire. Il plaidait pour une voie révolutionnaire pluraliste, ouverte au libre choix et à l'expérimentation, en un mot démocratique. A cette époque, la gauche était essentiellement différente de ce que nous connaissons aujourd'hui. Les changements qui se sont produits sont plutôt favorables à une redécouverte et à une actualisation des positions de Santillan, non seulement dans nos relations avec une partie significative des secteurs de la gauche militante et anti-capitaliste mais également dans l'élaboration d'un projet de changement social et d'une stratégie qui permette de l'incarner dans l'histoire.

Les libertaires "explicites" peuvent contribuer à la construction d'une gauche libertaire large, d'un mouvement politique de masse, pluraliste dans une large partie de ses conceptions, de ses propositions politiques et de ses supports organisationnels. Dans une tâche de cette envergure, notre contribution sera essentielle pour mettre sans cesse en avant la question du lien entre les moyens et les fins. Nous devons susciter la confrontation et le dialogue dans la gauche anti-capitaliste. Nous aurons à porter dans les mouvements l'exigence de l'autonomie des luttes contre la politique institutionnelle et la gouvernabilité. Il nous faudra concevoir et avancer une proposition politique à ambition majoritaire qui parte des besoins des gens contre les auto-limitations qu'impose sans cesse la politique institutionnelle et de la délégation. Nous devons porter toujours le souci d'arracher des contre-pouvoirs à partir de la lutte pour une démocratie radicale entendue comme pratique sociale de masse de la politique.

QUESTIONS À L'INCERTITUDE

RÉVOLUTIONNAIRE

RACINES DE CETTE ÉCRITURE

1. Il ne s'agit pas d'écrire longuement mais de prendre le risque d'une écriture hallucinée. La colère est ce qui porte hors de soi. Le moment et la voix forte du refus. Voici qu'il s'agit de ne plus accepter, de ne plus consentir. Il n'est plus question d'éluder, au mieux, parfois, et parfois de ruser. Il s'agit d'ouvrir un moment nouveau, irrémédiable. Dans chaque lutte ? Oui, dans chaque lutte.
2. La colère ouvre le jeu et rebat les cartes mais en face, contre nous, il y a la guerre. Anéantir symboliquement ou matériellement le refus, le ramener à une domination qui n'est jamais tout à fait la même qu'avant le cri, assigner à nouveau au silence, à la subordination. Vaincus, chacun sait bien ce qu'il en coûte de cette blessure de la mémoire et du corps. On ne peut écrire depuis la colère, il faut le faire depuis la guerre qui se tient devant nous comme réponse au cri. L'exigence de durer, la nécessité incontournable de commencer la longue marche dans l'instant même du cri. La politique.
3. La révolution est un cycle de lutte politique. Elle est au fond une lutte portée au rouge vif. Un périple long et tordu, un voyage difficile aux cartes tourmentées et imprécises. Elle nous condamne à voir au loin, à avancer sans cesse, avec une détermination renouvelée, à manœuvrer court et serré. Ce n'est qu'à son instant inaugural qu'elle est, comme disait Lénine, ce moment où ceux d'en haut ne peuvent plus et où ceux d'en bas ne veulent plus. Au fil de ses méandres et de ses tumultes, elle voit celles et ceux d'en bas se résigner à nouveau tandis que celles et ceux qui se retrouvent en haut reviennent dans des accoutrements d'antan, à peine retailés. C'est du moins une des probabilités du jeu. Les premiers pas d'une révolution sont toujours le fait d'une minorité, petit moteur, grand moteur. Kropotkine, Guevara. Blanqui ? Bakounine, assurément.
4. Une minorité inaugure un irrémédiable qui précipite dans l'action une majorité socialement et politiquement décisive, même si elle n'est pas numériquement majoritaire dans une population donnée. Une révolution est certes un événement, une rupture, une création qui donne aux majorités opprimées l'occasion d'aborder, au moins pour un instant, une politique authentique. Celle qui pose les vrais problèmes de la vie, les questions décisives de notre existence individuelle et collective. Mais en même temps elle porte un parcours torturé qui hésite, s'arrête et s'épuise. Une révolution est un changement brusque, rapide et concentré du système de pouvoir et de l'institution sociale mais elle est tout autant un cycle de transformations cumulées et de ruptures, jusqu'à l'instauration d'un régime nouveau, dans l'épuisement, la résignation, le cynisme et l'oubli. Le moment nous dit que les minorités agissantes se déploient et mutent en majorités actives, en praxis démultipliées. Toutes manifestent à un degré ou à un autre l'insubordination contre l'institué, l'exigence de liberté, d'égalité et de justice, de reconnaissance mutuelle. Mais rien n'est joué et presque à chaque fois on perd, ou du moins avons-nous perdu jusqu'ici. Parmi les tentatives révolutionnaires décisives, nous proposons d'inclure les luttes de libération nationale, les combats anti-coloniaux, les résistances européennes contre l'occupation nazie, les luttes et les insurrections contre les capitalismes d'Etat.
5. La révolution brise de manière rapide, concentrée et aigüe l'Etat et tous les autres pouvoirs qui s'organisent en imbrication avec lui pour structurer l'assujettissement des majorités sociales. Nous nommons ainsi cette architecture complexe de pouvoirs, ce faisceau

de passerelles entre les commandements de la société civile et le puissance triste de l'Etat. La révolution est donc cet événement, ce moment pointu d'émancipation et de libération où les dominations et les exploitations se délient, où il est possible de faire du nouveau, du différent. La révolution doit inclure pour la maîtriser la question de la violence et de la guerre, même si elle doit le faire d'une manière particulière. Disons d'emblée que la révolution n'est pas violence et guerre en elle-même mais qu'elle intègre dans son mouvement stratégique comme dans ses figures tactiques que le système est contre nous et face à nous en état de guerre, en possible décision de procéder à notre anéantissement symbolique et souvent matériel.

POURQUOI LES DÉS SONT TOUJOURS PIPÉS ET POURQUOI NOUS JOUONS TOUJOURS

6. Cet être là de la guerre sociale fait que la révolution est toujours de l'ordre du risque et donc du pari. Tenter une révolution c'est pouvoir la perdre et en payer le prix. C'est pouvoir la perdre non seulement à cause de l'action de l'ennemi, de la société d'exploitation et de domination, de ses appareils de commandement, de ses machines et de ses technologies de guerre, mais aussi pouvoir la perdre parce que la révolution porte en elle-même son inversion, la contre-révolution ou du moins la mutilation de son déploiement, la création de son désaveu. Appelons bureaucratisme cette contradiction inhérente au processus révolutionnaire, toujours présente, jamais totalement dépassée même dans les brasiers de la plus belle allure, courts, brillants, rapides, gorgés de nostalgies à venir et de vérités précieuses au souvenir
7. La révolution est possible et désirable. La seule chose qui nous permette irréductiblement de maintenir ce point de vue c'est qu'elle est déjà là, qu'elle a toujours été là. Elle est lutte politique, secret, élan, exercice démultiplié. La révolution ce sont les paroles de Rosa dans la défaite de la Commune de Berlin : j'étais, je suis, je serai. Il faut considérer l'histoire et y chercher ses traces, ce qui est déjà là, son cheminement de complexe têtue. Son hypothèse irréductible, infalsifiable, ce qui fait qu'elle ne peut jamais disparaître même dans la nuit la plus noire, même au cœur de la catastrophe. La révolution est un jeu toujours ouvert, dans des données et des com-

binatoires toujours nouvelles. La merveilleuse nouvelle des zapatistes prenant San Cristobal de las Casas résume à elle seule le nouveau, la surprise, l'émerveillement. La révolution est un pur acte poétique ou pour le dire comme autrefois, elle est un rêve qui cherche ses armes. Elle est dans ce moment puis dans un bond.

8. La révolution est un rêve insurgé, un événement. Et pourtant elle n'est pas réductible à la nouveauté radicale qu'elle énonce dans l'instant. Elle est déjà là et la lutte présente, ici et maintenant, en manifeste le souvenir, la présence et la puissance augurée. La lutte elle-même est d'ailleurs portée par les aspirations, par les rêves, par les secrets, par les cheminements clandestins ou avoués de l'antagonisme. Aucune lutte ne s'épuise dans la déclinaison formelle de ses objectifs. Toute lutte est au delà d'elle-même, multiple indéterminé, imprévisible. Et c'est de ce point de vue qu'il faut relire la classique position des syndicalistes révolutionnaires sur le rapport entre grève générale et grève singulière, contingente. Toute grève porte en elle comme une promesse et une annonce la grève générale. Toute manifestation frémit d'une insurrection même si trace ou sa perspective en paraissent lointaines, irrémédiablement lointaines. Toute assemblée porte et annonce la commune libre. Toute solidarité porte en elle la promesse et la possibilité de la fédération. La révolution est rigoureusement impensable hors des cycles de lutte, des processus de travail politique qui font changer les positions, la conscience du possible, la décision du risque. Toute révolution est impensable sans la volonté intime, têtue de sa préparation. Ceci n'indique pas que la révolution se passe selon les plans des révolutionnaires. Nous savons bien qu'il en est différemment. Mais pour que la révolution puisse advenir comme création, comme diffusion d'une signification subversive, comme événement, il faut qu'elle soit poussée en avant en un projet conscient qui devra être reforgé, repris et dépassé en ce moment de fusion où tout se joue et où le nouveau, l'envol des possibles advient. Après vient un risque nouveau dans un voyage imprévisible mais avant il y a le moment où commence une partie nouvelle. Jeu ouvert.

SOCIÉTÉ SECRÈTE ET DE CORRESPONDANCE

9. La révolution est donc d'abord le projet des révolutionnaires eux/elles-mêmes, leur action,

le regard avec lequel ils/elles scrutent tout ce qui est protestation, contestation, dissidence, lutte et résistance pour trouver et tisser les correspondances avec leur propre position, leur audace singulière, leur pari.

10. Ce n'est pas une invocation dérisoire aux avant-gardes. C'est rigoureusement le contraire. Les révolutionnaires sont d'abord responsables d'eux-mêmes. Association libre de gens qui ont entrepris une conjuration contre ce qui est, ils s'adressent aux autres gens, exploités et dominés dans une perspective de rigoureuse égalité. Ils agissent dans le pari qu'ils sont capables d'entendre ce qui dans la société est révolte, antagonisme, résistance et qu'ils sont capables à leur tour d'être entendus par ceux-là mêmes qui portent des luttes. Franchir ensemble, d'un bond plein d'audace le précipice. La seule question qui compte fondamentalement pour nous, c'est la liberté en actes, l'entreprise têtue de la révolution. Pour elle toute médiation vaut. Il n'est point de mouvement révolutionnaire sans cette construction systématique de la rencontre, de la correspondance entre rebelles, du pari de cette fédération. Ce que nous parions c'est que dans la chaleur de la lutte, de la grève, de la manifestation, de l'insurrection, nous pouvons devenir proches, égaux dans le partage d'un même élan, communauté. C'est pourquoi aucune dictature provisoire n'est acceptable pour nous dans la période post-révolutionnaire même si nous savons bien que la question du pouvoir constituant, de l'instituant politique de ce moment doit être posée. La révolution est déjà, même de manière cahotante, imprécise, indécise, un moment du communisme possible, donc du communisme libertaire, de la démocratie radicale, directe immédiate, capable de fondre en communauté vers l'avenir tout ce qui est insubordination. La révolution peut forger, en un bond ou en une longue marche, une institution nouvelle où le pouvoir séparé est brisé et la médiation politique domptée. La diffusion et l'égalisation du pouvoir entre tous et toutes, désarmant les dangers permanents que le pouvoir séparé implique pour la révolution est à la fois un moment étoilé et un processus de travail politique.

LE BIAIS, LE DÉMIURGE ET LA TORSION

11. Donc qui dit révolution dit projet et lutte. Et qui appelle à la lutte entreprend d'étendre ce

mouvement, ouvert parfois et plus souvent souterrain, d'aspiration à l'égalité, à la justice et à la liberté. Naturellement, toute lutte n'est pas révolutionnaire, immédiatement révolutionnaire. Ont raison celles et ceux qui disent que le système peut se nourrir des luttes elles-mêmes, qu'il a une certaine plasticité face à l'antagonisme. Certes, ou du moins certes jusqu'ici. Mais ce n'est pas parce que le système dans sa plasticité peut intégrer la lutte comme moment de son développement qu'il serait le producteur ou le démiurge de ce combat. La lutte est d'abord. Elle dit le refus de ce qui est, de l'ordre. Elle dit donc sa volonté d'autre chose. Ni le Capital ni l'Etat, ni le Patriarcat ni la Bureaucratie n'acceptent jamais le non, le refus, l'altérité, l'unilatéralité des sujets en lutte et de leur communauté. Ou même, sur un mouvement de moyen terme, notre savoir biaiser. La torsion s'impose dans la lutte. Nous vivons une période où tout cela est particulièrement évident.

12. Dans la lutte il peut y avoir parfois une orientation, une animation, un projet explicitement révolutionnaire. Mais il y a toujours un défi aux normes, aux statuts, aux règles, aux convenances, aux situations assignées. La lutte peut être le fait d'une insubordination qui s'éprend et s'enivre d'elle-même jusqu'à ne jamais vouloir s'arrêter. Ce furent souvent les fresques des merveilleux cycles italiens des années 60 et 70, dans un siècle précédent. La lutte enfin peut être autolimitée, explicitement ou implicitement compatible avec le système, ne frappant la gouvernabilité qu'à ses marges, refluant par peur du risque d'un déséquilibre imposé au système qui le laisserait et déterminerait l'entrée en jeu de sa concentration de violence. Il y a donc un risque seuil qui poserait la question du pari arrivé au moment le plus aigu d'un cycle de lutte et d'insubordination: le risque et le possible de la révolution. Mais toute lutte pour limitée qu'elle soit contient un point de fuite vers l'avenir. Elle ne fait pas changer le système de l'intérieur. Elle lui impose une torsion.
13. Il faut être sur ce point lucide. On peut disserter longuement sur le pouvoir comme relation, comme implication imparfaite et parfois subvertie, comme jeu même. Rien de tout cela n'est faux. Le pouvoir n'est pas simplement une technologie et un faisceau d'appareils. Il irrigue la vie dans ses replis les plus intimes. Il se délègue il se diffuse, il métastase le corps social

et se saisit de notre existence même. Entendons par là qu'il se saisit de ce que nous voulons faire de notre vie, même à l'instant. Il se fait partout des affidé-e-s et des complices. Il se donne pour recevoir en retour de la loyauté de l'aide, de la dénonciation, du silence ou alors des clameurs quand les foules hurlent avec les loups et que les nôtres ne sont qu'une poignée qui chemine, têtue, irréductible. Combien de minuits dans le siècle ?

14. Certes le pouvoir est un rapport qui tente de capter/capturer mais il est d'abord, toujours, invariant, dans cette capacité de concentration de la violence, dans cet acte nu. Nous pouvons à juste titre poser que l'Etat est une entité contradictoire, porteuse d'un intérêt général manipulé et minoré, mirage, illusion d'optique et politique de l'illusion, culot d'un Léviathan bonimenteur, condensation d'un rapport de force complexe qu'il contribue à produire et qui le produit à son tour. Certes, mais l'Etat n'est jamais seul. Toutes les dominations font système, tous les commandements communiquent par d'évidents passages. L'Etat n'a aucun appareil que nous puissions transformer en contre-pouvoir, en pouvoir populaire, même dans ses institutions les plus marginales, placées à la marge effectivement et spectaculairement, du noyau dur de sa violence. L'Etat n'est pas un jeu de casemates que nous pouvons investir les unes après les autres. L'Etat est un territoire institutionnel, matériel et imaginaire, dans lequel nous pouvons porter la lutte en divers points. Nous pouvons mettre les institutions étatiques en jeu, en torsion plutôt. Nous ne pouvons jamais les conquérir et les transformer radicalement. Il nous faut tracer en contre-pouvoir quelque chose d'unilatéral, quelque chose qui nous est propre. Fragilité et jeu du contre-pouvoir, saut de funambule sur la corde nue du double pouvoir.

15. Notre pouvoir, dès ici et maintenant, est radicalement contre-pouvoir, équilibrage qui tente toujours de se déployer en dissensus, double pouvoir courant au pouvoir constituant, même si le spectacle de l'institution étatique dans son unité et sa cohérence jette un voile sur les luttes qui lui disputent le sens et les outils de l'activité publique, de la production de biens communs, dans leur flux, dans leur qualité, dans leur sens. La santé, l'école, l'aide et la solidarité sociale, moins certes que la police ou l'armée, sont aussi des lieux traversés par des

technologies de violence. En dernière instance, ces lieux parce qu'ils répondent à des besoins, à des flux de légitimité et à des éléments clés de l'institution sociale peuvent être plus facilement submergés par notre lutte que les forces de l'armée ou de la police. Mais il n'en reste pas moins qu'il faut les investir et les submerger, les transformer et que ceci ne peut être fait que depuis l'extériorité. Il faut l'unilatéralité, l'accumulation têtue de forces, la volonté d'alternative qui peut contenir la volonté et le désir de révolution.

16. Seul le pari révolutionnaire a un temps de la conscience totale du possible, une possibilité d'accumulation explicite de puissance, une volonté clairement fixée de vaincre. C'est par cette volonté affichée, unilatérale, postulat et hypothèse vivante qu'il peut cheminer souterrain ou ouvert, secret ou avoué, clandestin ou insolemment public. La révolution a ce privilège d'avoir le seul temps explicitement politique qui se revendique et se projette au-delà de la clôture systémique de ce qui est. Et ce parce qu'elle est une totalité ouverte et la seule interprétation conséquente de l'aspiration dans les sociétés humaines à l'égalité, à la justice et à la liberté. Nous savons que cette aspiration est portée par des sujets sociaux, par des positions, par des groupes différents selon les époques. Mais elle est portée sans cesse. C'est une torche qui passe de main en main, une hypothèse de brasier qui s'actualise sans cesse, un rêve qui chemine, qui court et qui bondit, qui tombe, se rétablit et poursuit la route. La révolution est l'interdit permanent, la transgression publique ou clandestine et conspirative de l'ordre établi. Vouloir la révolution c'est vouloir la puissance, l'illimitation de notre propre liberté non pas dans la fermeture mesquine de l'individu bourgeois mais dans la communication de la collectivité émancipée qui porte les gens vers une auto-institution explicite de la société, dans une possibilité de considérer de manière lucide leur condition humaine.

UN COUP D'AVANCE DÉFAIT ET REFAIT UN LIEN

17. Le réformisme est incapable et n'entend d'ailleurs pas répondre à cet élan d'illimitation. Et cependant, il n'est pas simplement une mutilation de notre élan. Il est de la vie. Il constitue sans doute par la conquête passée d'une certaine protection sociale, et donc d'une certaine

prévisibilité des conditions matérielles de l'existence, le gage d'un projet abâtardi d'auto-détermination, la garantie d'une liberté revenue d'elle-même mais encore présente, accrochée aux aspérités de l'existence. Voilà pourquoi les classes populaires ont établi avec le réformisme des pactes forts qui constituent autant de seuils de loyauté dont elles ont tant de mal à se départir. Le réformisme est profondément biopolitique.

18. L'insubordination, même si elle est longue et renouvelée, même si elle appelle l'alternative, ne peut pas faire de cette aspiration à l'émancipation illimitée un facteur politique. L'insubordination est brasier qui parfois se consume lui-même, parfois s'éteint, parfois s'étouffe, y compris de colère, y compris de rage. Au fond l'insubordination chemine toujours mais trouve dans sa temporalité fragile et provisoire sa limite immanente. Certes, l'insubordination revient sans cesse, elle est irréductible mais elle n'est pas productrice d'une systématique stratégique. Dans son mouvement, réduite à elle-même, elle donne toujours au pouvoir, au système, un coup de rattrapage, donc un coup d'avance, un joker qui restitue à la domination la systématique de la guerre, l'initiative stratégique. Il nous faut la politique, forgée dans les luttes, riche des pratiques, tressant la pensée, le discours, le combat, capable de ce fait de savoirs nouveaux. Nous ne sommes ni dans les îlots ni dans les interstices. Encore moins dans la quête paroxystique d'une zone formellement libérée un instant pour être aussitôt reprise par l'Etat et expropriée de la seule richesse qu'elle puisse revendiquer, celle d'un signe dont les sens, parce que multiples, lui échappent. Nous sommes dans une poussée têtue théorique, politique, stratégique. Chaque interstice est un enjeu pour appeler des routes nouvelles non le temps suspendu d'une oasis.

19. Nous disons aussi que l'insubordination et le réformisme sont des figures de la lutte qui pourraient paraître indépassables et irréductiblement liées. D'un mot, social-démocratie et plèbe. Pour que le lien soit tranché, il faut une politique révolutionnaire. Le réformisme n'est pas simplement ou n'est plus cette illusion qui voudrait que par l'accumulation de transformations partielles dans un temps ouvert on puisse radicalement changer les choses, faire advenir une institution nouvelle. Dans les faits, le réformisme a été, parce qu'il a vaincu

provisoirement les tentatives révolutionnaires, une illusion effectivement efficace. Il a produit de la vie. Le réformisme a été une création historique porteuse de possibles nouveaux mais sans périple. Le réformisme ne parvient jamais, évidemment, à épuiser le mouvement vers l'émancipation, l'insubordination, le pari révolutionnaire. Mais il parvient à contenir tout cela, à conjurer le risque. En ce sens, le réformisme a toujours été différent de la bourgeoisie tout comme l'Etat dans son apparence est une instance différente et relativement autonome face à l'intérêt brut, à la culture, à l'unilatéralité des classes dominantes. Le réformisme est un élément politique actif ou du moins l'a été dans les pays du centre. Il le demeure dans certaines zones de la périphérie, notamment en Amérique Latine. Le réformisme est un processus de travail politique qui fait changer les consciences et les positions, suscite l'intégration des élites populaires aux appareils de pouvoir, promeut un groupe social d'encadrement, une bureaucratie au capital politique et culturel particulier. Il transforme donc le bloc dominant.

20. Mais le réformisme n'est pas que cette continuité. Il est tout autant brisure et rebondissement. Cette vie interroge. Innovation et doute. Il connaît des trous noirs, des chutes radicales de tension qui le mènent parfois jusqu'à l'immolation. Telle est l'histoire de la social-démocratie devant la première guerre mondiale ou le fascisme. Cette bureaucratie aujourd'hui ne constitue plus une politique qu'au prix de la déclinaison du moins pire face à ce pire fondamental qu'est le capitalisme à visée totale que nous connaissons. Ce groupe d'encadrement peut muter ou mourir. Pour l'heure, il mute.

21. Tout d'abord, la globalisation capitaliste et la construction rapide d'un capitalisme à visée totale, liquide les éléments d'émancipation nés des révolutions démocratiques, de l'action du mouvement ouvrier classique et des mouvements sociaux au profit d'une société de conformisme généralisé, d'oligarchie libérale, de privatisation des existences et à moyen terme de possibles dictatures rampantes. Ce capitalisme suppose un mouvement de recomposition de la bourgeoisie classique, de ses appareils d'encadrement et de commandement. Ceci vaut pour l'Etat, l'aire étatique et pour le capital privé lui-même. De nombreux canaux de communication s'ouvrent entre ces structures nouvelles de la gouvernabilité et les bureaucra-

- ties réformistes social-démocrates, écologistes et parfois néo-communistes. La bureaucratie classique du mouvement ouvrier devenue appareil social-libéral génère une composante d'entrepreneuriat nouveau et un investissement supérieur des zones de gestion, d'encadrement et de commandement traditionnellement dévolues aux élites de la bourgeoisie classique et de ses groupes sociaux alliés. Donc le passage d'une autonomie relative à une pleine intégration dans un bloc dominant en restructuration constitue le premier trait de cette social-démocratie nouvelle.
22. L'élément précédemment évoqué provoque un puissant effet d'entraînement sur les pratiques et les perspectives de la bureaucratie classique de la gauche institutionnelle, encore liée à l'encadrement et au contrôle des classes populaires. Les liens entretenus avec celles-ci deviennent progressivement moins importants, mutent en obstacles face aux possibilités ouvertes par cette période nouvelle. Du coup, la tentation d'accepter la transformation en un pur appareil répressif d'encadrement devient infiniment plus forte. C'est une déclinaison des fameux trous noirs dont nous avons précédemment traité.
23. Pour évaluer le processus historique en cours il faut tenir compte également de la composition nouvelle du salariat avec la montée en force d'une intellectualité de masse. Le salariat tel qu'ici désigné est un prolétariat de la production sociale, de la production de la vie.
24. Entre le moment historique de l'affirmation de l'intellectualité de masse et la généralisation d'une offensive destinée à la déqualifier, à la fragiliser et à la précariser, il y a cette période durant laquelle cette figure nouvelle se réfère au réformisme classique, social-démocrate, ou nouveau, l'écologie politique. L'intellectualité prolétarisée a ancré dans une situation salariée encore relativement favorable la conviction qu'une conflictualité auto-limitée pouvait suffire pour maintenir son statut et que les éléments d'émancipation pouvaient être trouvés dans une société soi-disant civile formellement émancipée dans certains aspects de la vie quotidienne et plus perméable à la mobilité. Cette illusion de la mobilité est d'ailleurs confortée par la restructuration de l'encadrement et de l'entrepreneuriat subalterne que la globalisation capitaliste a suscitée. Mais voici que nous nous
- trouvons face au moment de vérité historique où (comme en d'autres temps le taylorisme contre l'ouvrier de métier) le capital a décidé de briser ces figures trop autonomes, trop fortes de leur qualification, trop incontrôlables et trop chères.
25. La crise de la social-démocratie classique ou nouvelle va s'aiguiser dans la rupture possible entre cette intellectualité de masse et sa représentation politique. Elle sera d'autant plus forte que le capitalisme que nous connaissons réactive des dominations du long cours historique (patriarcat et oppression de genre, xénophobie, apartheid contre des groupes et des peuples) pour pouvoir maximiser sa valorisation et sa domination. Du coup, l'ouverture plus ou moins spectaculaire de la société « civile » se réduit, se rabougrit au profit d'une revitalisation d'éléments matériels et symboliques des fondamentaux de la domination.
26. Nous n'allons pas traiter ici des pays de la périphérie mais de ceux du centre. La régulation fordiste et son architecture de compromis a été détruite progressivement dans un mouvement qui est sans retour. Nous commençons à parler d'une régulation nouvelle, portée par une tension nouvelle elle aussi : l'illimitation, le capitalisme à visée totale. Nous entendons par là que le capital déploie une systématique de guerre sociale visant à la réduction des obstacles qui s'opposent à la fois à sa valorisation et à la reproduction élargie de son pouvoir, en quantité, en qualité, en intensité. Les anciens compromis sont donc investis, ruinés et détruits au bénéfice d'un mouvement général de « déprotection », d'atomisation, de privatisation de l'existence. L'existence doit devenir, pour les dominés-es, mobile, fragile, imprévisible. Le capitalisme à visée totale détermine un état d'urgence permanent qui ne peut fonctionner sans une soumission tout aussi permanente. La soumission sous le capitalisme total doit être explicite. Elle exige l'allégeance, le consentement, l'acceptation ritualisée que rien d'autre n'est possible que ce que le pouvoir prescrit.
27. La tendance du système est de forcer les gens à une mobilisation totale en réduisant le droit à l'existence à un pur socle de survie donc à liquider toutes les garanties, à rompre toutes les protections, les solidarités, les mutualités de la période historique précédente. Ce mouvement se double d'un redéploiement des domina-

tions lourdes du passé si bien que le mouvement de « déprotection » opère en alliage avec la reconfiguration des hiérarchies sociales et culturelles, des relations et des valeurs que les mouvements d'émancipation et les révolutions démocratiques et sociales étaient parvenues à ébranler. Naturellement, ce n'est pas d'une copie ou d'une translation qu'il s'agit mais bien d'une re-création qui aspire et inscrit le passé (patriarcat, xénophobie, colonialisme, racisme, peuples et gens en trop) en le compatibilisant avec les formes nouvelles de la gouvernabilité

FIGURES INVERSÉES DE L'IVRESSE

28. Nous n'allons pas discuter ici des possibilités de consolidation d'une régulation nouvelle de ce type. Rapidement pourtant, on peut dire que cette poussée est ivresse, illimitation donc catastrophe possible, trou noir du système. Mais il n'y a pas de retour en arrière possible à partir d'une démarche endogène. Il n'y a que l'extériorité au système, ce qui est en séparation avec lui (la lutte, l'insubordination, l'élan ou le mythe révolutionnaire, la distance par rapport à l'Etat) qui peut dompter puis liquider l'ivresse des maîtres. C'est l'enjeu de la période historique qui s'ouvre. Hors cela, il n'y a que l'hypothèse de la « barbarisation », du mouvement de la barbarie rampante comme tension du capitalisme à visée totale.

29. Le capitalisme à visée totale tend à ruiner les obstacles à sa valorisation économique et à sa reproduction politique élargie. Entendons par reproduction politique élargie la recomposition du pouvoir de commandement et de l'aire étatique ainsi que le mouvement relativement autonome de rupture étatique qui accompagne la tension illimitée de la valorisation proprement capitaliste, économique et organisationnelle. Elle induit une diffusion profonde et accélérée des facteurs de chaos, une crise des significations et des valeurs qui semblaient définir jusqu'ici un point de vue humain général, une crise de l'institution sociale, une crise écologique.

30. Faisons quelques hypothèses sur le problème de la relation pouvoir-domination-assujettissement. On parle beaucoup de la période comme celle d'un système de domination captant l'intelligence, l'affect, l'émotion, les sentiments,

les relations, la vie même des dominés-es pour assurer la valorisation et le commandement des dominants. Derrière ce mouvement il y aurait une intériorisation de la domination elle-même, un assujettissement intime des dominés-es. Cet assujettissement serait d'autant plus fort que le lien de confiance (valeur inversée) tissé avec le maître au prix du consentement constituerait la première forme, ou la forme déterminante, en dernière instance, de la sécurité.

31. Le pouvoir comme relation / l'assujettissement comme rapport intime / la captation en quelque sorte consentie, au moins partiellement, de la vie par les maîtres / la crise de l'unilatéralité des dominés-es au profit d'une présence totale des dominant-e-s, capable de concentration, de déploiement, de colonisation, de capillarisation de la domination, voilà ce qui serait en gésine. Donc le dépassement possible de la domination comme discipline, le démantèlement de l'extériorité des dominés-es, la réduction de l'insubordination, telles seraient les données essentielles d'une situation fermée sur elle-même, définitive. Au mieux quelques interstices.

32. Ce point de vue n'est pas le nôtre. L'assujettissement n'a rien d'intime. Il est social, généralisé. Comme consentement démultiplié pour tous-tes il est un spectacle saturé de violence, et pas seulement de violence symbolique. Il n'est pas intériorisation d'une relation supposant quelque part de complicité, pas plus que le processus de captation de notre vie au profit de la valorisation n'est médié par un schème relationnel qui, dans une intensité donnée, contiendrait la violence en une intériorisation de l'obéissance consentie. La captation est contrainte, la coopération obligée, la violence socio-politique, organisationnelle est symbolique et matérielle. La discipline est première. En première ligne aussi la rétorsion, la menace, la violence, l'insécurité diffuse et actualisée sans cesse, diffuse et pointue en même temps, dans chaque séquence de vie.

33. L'insécurité est saturée d'une construction systématiquement spectaculaire de la rareté. Qui ne s'ouvre pas intimement et publiquement à l'assujettissement le plus serré, à la captation, à l'exhibition normée de soi, à l'offre codifiée au maître, est promis à la violence et à la rareté. Mais en fait, il/elle est désigné-e dans le mouvement même (au moment même) où il/elle consent à l'assujettissement. Et la violence rituelle,

symbolique, s'inscrit en lui / en elle jusqu'à le/ la détruire ou le/la flétrir. L'assujettissement n'est donc pas intime mais social et de ce fait il appelle à la fois la contrainte et le rituel de l'allégeance. Le consentement est toujours joué dans l'ordre de l'espace public tel qu'agencé par la domination. Il n'y a pas de contrôle, d'intériorité sans dispositif et technologie de la domination, et sans le spectacle de ce dispositif, très précisément le rituel de l'allégeance.

BLASPHEME, RUSE, CONSPIRATION

34. Dans ce capitalisme à visée totale, prétendant commander à chaque moment et à tous les aspects de la vie, la domination se manifeste obligatoirement envers les dominé-e-s en une exigence d'allégeance codifiée dans ses rites. Domination, pouvoir, impossibilité du souci de soi. Refuser d'accomplir ces rituels c'est naturellement entrer en insubordination. Aussi cette lutte porte-t-elle à chaque occasion une confrontation d'ensemble contre le commandement, même si elle ne s'exprime pas toujours ouvertement. Elle le fait souvent sous la forme du détournement, de la torsion, de la dissimulation, du double langage ou du blasphème, de la ruse et à n'en pas douter de la conspiration. Sous le capitalisme à visée totale la résistance se fait souvent clandestinement et il faut donc poser la question de son surgissement public.

35. Le compromis fordiste a été vaincu par la conjonction des luttes de ceux et celles qui ont paru l'accepter pour en excéder ensuite les termes et la mesure, les proportions. L'antagonisme est porté par ce qu'on pourrait nommer une plèbe, gens et plus largement agencements de positions, désirs, aspirations, comportements, inconduites, tous éléments combattus par la violence du pouvoir, exclus dès l'origine du consensus malgré toute la plasticité possible des grands compromis. S'y ajoutait le combat des figures nouvelles notamment liées à la prolétarisation des intellectuels et une contestation généralisée des normes, des rôles et des statuts assignés.

36. Le compromis fordiste a produit une certaine prévisibilité de la vie pour les dominé-e-s. Il y avait pour des classes subalternes - ou du moins cette partie d'illusion était-elle devenue une force matérielle pleine - une possibilité rela-

tive de penser l'avenir et de maîtriser quelque chose dans leur vie. Nous étions en quelque sorte dans une histoire entrebâillée - une interstice - qui permettait aux classes populaires de se doter d'un temps long de l'histoire et donc d'espérer la construction progressive d'un projet d'émancipation. L'encadrement réformiste et bureaucratique promouvait une transformation sociale partielle qui produisait à son tour des effets de seuil, des dispositifs de loyauté de fractions des classes populaires envers les appareils bureaucratiques et les compromis institutionnels. Le cours ultérieur de la lutte sociale et la transformation du capitalisme n'ont pas jusqu'ici liquidé totalement ces seuils de loyauté. On peut même dire que cette loyauté liée la transformation sociale dans le passé pèse sur la capacité à lutter des présent-e-s et dresse un obstacle de mémoire contre une insubordination ouverte.

37. Sous le capitalisme présent, le temps de la transformation sociale avec la prévisibilité illusoire et spectaculaire du fordisme est liquidé au profit d'un temps de l'immédiateté, d'une vie clôturée au présent. Toute la prévisibilité tend à passer au pouvoir sauf s'il y a résistance. Il n'y a que la lutte et la stratégie pour donner aux dominé-e-s barre sur le temps de l'histoire et sur leur propre temps d'existence.

38. Le capitalisme à visée totale doit être lu également comme une immense entreprise de déconstruction de toutes les luttes d'émancipations du passé, de saccage des strates d'émancipation qui au fil de celles-ci se sont accumulées dans l'institution de la société, dans sa culture, dans son imaginaire. Contre cette sédimentation des émancipations, le capital intervient avec un mythe : la construction d'un capitalisme de la mobilisation totale des dominé-e-s, l'expropriation radicale de leur histoire et, paradoxalement, leur réinscription dans le temps long des dominations, mais avec une forme nouvelle dans son déploiement, dans son envergure, dans son usage.

CONDITIONS DU MYTHE

39. Cette « désémancipation » ouvre des possibilités nouvelles pour la révolution et la lutte sociale. Nous voici entrés dans un moment où les différents mythes émancipateurs, en tant

que représentation et dynamique d'une multiplicité de pratiques, peuvent trouver un alliage nouveau. Notre mythe à nous est celui de la révolution mais il en est d'autres qui répondent sans doute au passé d'autres constructions émancipatrices. De cela, de cette lutte entre émancipations et « désémancipation », naissent des processus de travail politique, des convergences possibles entre figures diverses de l'émancipation, des pratiques contre-hégémoniques. La clé d'une stratégie révolutionnaire, aussi modestes soient aujourd'hui nos forces et fragile le point de départ de notre faire, consiste à construire systématiquement le mouvement de ces convergences et à introduire la capacité propulsive et donc significativement dominante du mythe révolutionnaire. La révolution est un mythe qui éclaire notre faire et l'oriente. Elle porte une exigence politique même si elle ne revêt pas une valence stratégique immédiate.

40. Convergence, rencontres, alliances et coalitions, mettant en communauté les émancipations, les liant l'une à l'autre, infiniment. Il faut entendre par là que la rencontre et l'alliance des émancipations passées avec l'exigence présente de libération passe non par la détermination d'un sujet unique du processus révolutionnaire, ou même d'un sujet dominant en dernière instance, mais bien par un travail de reconnaissance mutuelle entre les positions dominées. Cette reconnaissance ne peut s'effectuer que par médiation d'un terme tiers, le mythe, le projet et le programme de la révolution qui vaut entre nous serment car nous y jouons mutuellement nos vies. Cette reconnaissance mutuelle des positions entraîne notre propre transformation, notre rupture autant avec la soumission qu'avec ce que l'aire étatique et le commandement capitaliste entendent nous déléguer de pouvoir sur d'autres. Le serment entre nous inaugure le désassujettissement. L'entraide la forge. Bien avant que la révolution advienne, elle nous rend déjà libres par son exigence de lutte et de puissance, par sa fraternité/sororité, par la communauté qu'elle forge en étendant nos amitiés.

41. Ce désassujettissement dévoile une des racines de la construction du mouvement politique révolutionnaire : la mise à distance de l'Etat, la séparation systématique et raisonnée d'avec le pouvoir séparé. Notre lutte est naturellement une lutte contre la domination, en général, une confrontation permanente avec les dominations de la longue période historique, avec le capital,

l'ordre, l'Etat.

42. Il n'y a qu'un seul bloc dominant avec des polarités diverses : encadrement, contrôle, commandement, valorisation. Le système de domination est un, organisant autour de l'Etat l'ensemble des appareils d'encadrement et de commandement. Pourtant, en même temps, l'Etat apparaît comme un pouvoir séparé de la société, spécialisé, trônant au-dessus d'elle, défendant ce que nous pourrions nommer rapidement l'intérêt du capital en général et les conditions nécessaires au maintien et à la plasticité des sociétés de domination et d'exploitation. L'Etat est un centre de production de lien social, de consensus, de « biens publics », de stratégie de développement, de tissu de soutien à la valorisation capitaliste. Ceci l'amène naturellement à pouvoir différer des intérêts particuliers et contingents de tel groupe dominant ou de tel autre. L'Etat est capable d'intégrer et de dévier la pression des classes populaires pour en faire un élément de permanence, de reproduction ou de développement de la société instituée. Il est à ce titre à la fois expression de l'intérêt général et monopole de la violence légitime. Souveraineté si l'on veut.

43. C'est en effet sur ces bases qu'il faut lire le monopole de la force et de la souveraineté qu'il revendique. L'Etat est, face à la désarticulation possible de l'ordre, le garant d'une capacité de concentration de la violence. Il porte la capacité d'imposer une nouvelle donne, de se transformer lui-même face à l'insubordination, d'édicter de nouvelles règles du jeu. C'est ce que l'on peut appeler les ruptures étatiques. La relative autonomie de l'Etat face aux classes dominantes et l'originalité de son point de vue expliquent aussi que nous ayons à lui livrer une lutte particulière. Toute révolution qui aboutit à l'institution d'un pouvoir séparé nouveau recyclera l'appareil d'Etat ancien.

44. L'Etat nourrit avec ses administré-e-s, ses citoyens-ennes, une relation spécifique. Ce que l'Etat semble produire est notre propre faire. Et pourtant les prestations de l'Etat et l'Etat lui-même nous apparaissent comme quelque chose d'étranger qui nous encadre, nous gouverne et nous domine. L'Etat met à notre disposition des biens matériels et symboliques dont nous lui serions redevables. Nous serions en dernière instance ses obligé-e-s et ses client-e-s. Le système veut nous contraindre à être

face à l'Etat dans une relation d'aliénation et de fétichisation. Ceci explique l'illusion puissante et en partie matériellement fondée que l'Etat produit du commun et que l'occupation de l'Etat permettrait de maîtriser et de gouverner cette production. S'ajoute à cela l'illusion tout aussi puissante que le point de vue général de l'Etat traduirait l'existence d'un appareil neutre, au-dessus des conflits, également utilisable par toutes les factions qui animent la lutte politique institutionnelle, encadrant cette lutte par des normes d'intérêt général. C'est naturellement faux. L'Etat n'existe que par cette relation d'expropriation et de retournement contre nous-même de notre faire. Et c'est cette pratique-là qu'il importe de se réapproprier pour l'émanciper. Il faut se séparer de l'Etat pour construire systématiquement une politique de libération. Mettre au premier plan notre autovalorisation, notre puissance séparée, ouvre la voie à notre pouvoir constituant.

45. C'est par cette démarche qu'il faut reconnaître l'action directe. Elle postule radicalement qu'il n'y a dans la société, dans les institutions, aucun point de vue neutre, impartial, transcendant les intérêts affrontés des dominant-e-s et des dominé-e-s. Qu'il n'y a aucune institution et aucun principe qui pourrait nous rendre justice, aucun droit qui codifie notre droit et qu'en ce sens-là tout pour nous doit être puissance, poussée illimitée de nos luttes, de nos aspirations, de nos revendications, sur chaque point où nous entrons en rapport avec les dominants, jusqu'à la révolution.

46. Il y a toujours dans les luttes de l'action directe, de l'insubordination, de la révolution aussi parfois. Même quand il n'y a pas de manifestation politique explicite de ceci, il y a une sorte d'anarchisme spectral, sombre ou solaire tour à tour, parcourant l'antagonisme sans être jamais durablement battu mais sans l'emporter jamais non plus. Il faut faire de cela une politique de libération.

47. Et nous savons bien que ce mouvement n'est pas assuré. Qu'il est au contraire imbriqué dans un autre qui est celui décliné de la médiation, du limité, du pari sur un terme long qui permettrait l'évitement du risque ou l'efficacité certaine. Nous n'avons pas ici le temps de développer tout cela. La bureaucratisation des mouvements d'émancipation et non pas seulement du mouvement ouvrier dérive de la rencontre

puissante entre la reproduction du fonctionnement général de ce qui est même quand on lutte (partout, dans la vie quotidienne, au travail, face à l'Etat, y compris dans la capacité de transformation effective de la société et de la vie...) et la tentative permanente d'éviter le risque de la liberté, de s'assurer l'efficacité, en se projetant dans la déclinaison d'une émancipation subordonnée à l'efficacité et à la puissance illusoire des technologies étatiques et capitalistes.

48. Cette lecture de la révolution a été dominante. Faire de la politique dans le risque implique de jouer avec elle pour la transformer et/ou la briser car elle est transformable et « brisable ». Le renoncement au besoin et au désir de révolution ne relève jamais d'un mouvement pur mais se manifeste comme une entité contradictoire que l'intervention politique des forces de lutte peut conditionner, contenir et vaincre. Il faut pour cela prolonger l'événement, maîtriser le processus, passer du moment inaugural à la longue marche car la révolution induit une redistribution des cartes du pouvoir et donc la possibilité d'une série de paris et de risques alors même que s'amorce et se consolide le pouvoir constituant. Telles ont été presque toutes les révolutions du passé.

49. La possibilité qu'une lutte en appelle à l'émancipation est toujours présente. Elle a constitué pour le mouvement social-démocrate ou communiste une tension indépassable. Elle a traversé toutes les tentatives de libération. C'est une tentation qui fait qu'à un moment les bases les mieux cadrées deviennent plèbe, cherchant à s'évader de leurs propres appareils, à excéder les catégories de pensée dont les bureaucraties jouent pour prescrire le possible. Surgit la volonté irrépressible d'ouvrir le jeu, l'émotion. Ce processus de désaffiliation à l'égard des bureaucraties est sans doute en train de se produire aujourd'hui, alors que nous sommes apparemment si loin du continent révolutionnaire. Naturellement, dans la lutte politique et a fortiori dans la crise révolutionnaire ce qu'est la gauche étatiste est toujours déterminé (la réciproque est vraie) par ce que le mouvement des luttes formalisé ou spectral déploie comme puissance et comme autonomie. Dans cette possibilité de démocratie radicale, un mouvement anarchiste fort renforce la visée de libération des classes populaires. Il corrode les appareils. Il borne et conditionne leurs possibles. Un anarchisme faible, spectral, réduit dans sa puissance, minore

la possibilité de la libération. Telle est au fond la leçon de toutes nos défaites passées. La construction d'une politique et d'une stratégie est première. Elle seule permet de lier à l'ivresse de l'instant la pleine puissance du périple.

50. Il faut penser la conquête des majorités sociales. Celles qui sont dans le délaissement et le trouble que produit la crise de la gauche classique, celles qu'encadre encore aujourd'hui la gauche institutionnelle. La construction politique de la majorité sociale détermine l'hypothèse de la révolution. Elle ouvre à nouveau la question de la liberté d'expérimentation dans la longue marche révolutionnaire, dans l'accumulation des luttes, dans les avancées partielles de

l'émancipation. La question du caractère ouvert et pluraliste du projet révolutionnaire et celle tout aussi incontournable de la construction du processus de travail politique post-révolutionnaire appelle l'anarchisme social à déployer sa capacité d'intervention et son ambition d'hégémonie comme porteuses de la cohérence d'un projet d'égalité communiste et de liquidation systématique (et non de dépérissement) de tout pouvoir séparé. Cette question est dans la révolution comme elle est ici et maintenant déjà dans n'importe quelle lutte.

ECRIT PAR UN AUTRE

